

# notre planète

Revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement - Decembre 2009



**BAN KI-MOON**  
LE CIEL EST LA LIMITE

**LARS LØKKE RASMUSSEN**  
DERNIER DÉLAI : COPENHAGUE

**BHARRAT JAGDEO**  
UNE VÉRITÉ QUI  
NE DÉRANGE PAS

**MOHAMED NASHEED**  
UN DANGER IMMINENT

**GORDON BROWN**  
LE MOTEUR DE LA CROISSANCE

**HILLARY RODHAM CLINTON**  
ASSUMER SES RESPONSABILITÉS  
ET PASSER À L'ACTION

## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

**Copenhague : Scellons l'accord**



**Notre Planète, la revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)**

PO Box 30552 Nairobi (Kenya)

Tél : (254 20)7621 234

Fax : (254 20)7623 927

Mél : [unepub@unep.org](mailto:unepub@unep.org)

Les numéros de Notre Planète peuvent être consultés sur le site du PNUE

**[www.unep.org/ourplanet](http://www.unep.org/ourplanet)**

ISSN 101 - 7394

Directeur de publication : Satinder Bindra

Rédacteur : Geoffrey Lean

Coordonnatrice : Geoff Thompson

Collaborateur spécial : Nick Nuttall

Assistante d'édition : Wambui Munge

Responsable marketing : Manyahleshal Kebede

Graphisme : Amina Darani

Editeur : Division de la communication et de l'information du PNUE

Impression : Progress Press

Distribution : SMI Books

Les articles figurant dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques du PNUE ou des rédacteurs; ils ne constituent pas non plus un compte rendu officiel. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

\* Dollars (\$) s'entend des dollars des Etats-Unis.

Photo de couverture : © Atlantide Phototravel/Corbis

Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. Cette revue est imprimée sur du papier 100 % recyclé, en utilisant des encres d'origine végétale et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Notre politique de distribution a pour objectif de réduire l'empreinte carbone du PNUE.



**BAN KI-MOON : Le ciel est la limite**

**PAGE 6**

Décrit les opportunités offertes par le changement climatique ainsi que les dangers qu'il représente.



**LARS LØKKE RASMUSSEN : Dernier délai : Copenhague**

**PAGE 8**

Aborde le problème mondial des changements climatiques et la manière dont nous devons y réagir ensemble.



**BHARRAT JAGDEO : Une vérité qui ne dérange pas**

**PAGE 10**

Explique comment la conservation des forêts permet de lutter contre les changements climatiques et lance un appel en faveur d'un nouvel engagement mondial pour la faciliter.



**MOHAMED NASHEED : Un danger imminent**

**PAGE 12**

Décrit comment les Maldives sont menacées par les changements climatiques et comment elles se proposent d'être le premier pays du monde neutre en carbone.



**GORDON BROWN : Le moteur de la croissance**

**PAGE 16**

Explique comment le passage à une économie à faible intensité de carbone offrira des avantages économiques considérables tout en luttant contre le changement climatique.



**HILLARY RODHAM CLINTON : Assumer ses responsabilités et passer à l'action**

**PAGE 20**

Décrit l'engagement qu'ont pris les Etats-Unis de lutter contre le changement climatique.



**YVO DE BOER : Un moment décisif**

**PAGE 23**

Expose les conditions du succès à Copenhague.



**TASNEEM ESSOP : N'oubliez pas les pauvres**

**PAGE 27**

Explique que la pauvreté et la crise climatique sont les deux côtés de la même médaille.



**DURWOOD ZAELKE : La moitié négligée du problème**

**PAGE 30**

Comment des stratégies à effet rapide visant à combattre les causes du changement climatique autres que le CO<sub>2</sub> pourraient retarder le réchauffement de quelque 40 ans.

**ET AUSSI**

livres **PAGE 4**

réflexions **PAGE 5**

people **PAGE 14**

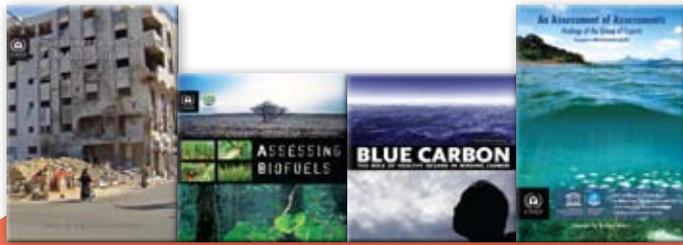
verbatim et chiffres **PAGE 19**

produits **PAGE 22**

prix et événements **PAGE 26**

www **PAGE 33**

star **PAGE 34**



**Environmental Assessment of the Gaza Strip Following the Escalation of Hostilities in December 2008**  
(*Évaluation environnementale de la bande de Gaza suite à l'escalade des hostilités en décembre 2008*)

Ce rapport présente les premières mesures prises par le PNUE immédiatement après la cessation des hostilités dans la bande de Gaza, en janvier 2009, et donne un résumé des constatations scientifiques du processus complexe d'évaluation mené par le PNUE au printemps et au début de l'été 2009. Il fait également des recommandations pour remédier aux dommages causés à l'environnement par la récente escalade des hostilités de même que pour améliorer à plus long terme l'environnement de la bande de Gaza.

**Towards Sustainable Production and Use of Resources: Assessing Biofuels**  
(*Sur la voie de la production et de l'utilisation durables des ressources : évaluation des biocarburants*)

L'emploi des biocarburants est une question largement débattue et il règne encore beaucoup d'incertitude quant aux risques et aux avantages qu'ils présentent. Ce rapport donne un aperçu général détaillé des biocarburants, établi sur la base de recherches portant sur des publications récentes et avec la participation de nombreux experts du monde entier. Centré sur les biocarburants de première génération, il donne des informations de caractère politique sur leurs coûts et leurs avantages sociaux et environnementaux, en prenant en considérations toutes les applications concurrentes de la biomasse (produits alimentaires, fibres et combustibles). Il étudie les préoccupations suscitées par les faits nouveaux d'importance critique et décrit les possibilités d'utilisation plus durable de la biomasse et des mesures propres à accroître la productivité des ressources.

**Integrating Climate Change Adaptation into Development Co-operation: Policy Guidance**  
(*Intégration de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement : orientation politique*)  
(Publication de l'OCDE, 2009)

Cet ouvrage donne des informations et des conseils cruciaux pour mieux intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de développement. Il a pour but de mieux faire comprendre les conséquences des changements climatiques sur le développement et la nécessité d'intégrer l'adaptation à ces changements dans le développement. Il propose des méthodes d'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques de développement à tous les niveaux et suggère des solutions pratiques aux donateurs pour aider les pays en développement qui sont leurs partenaires à devenir moins vulnérables aux variations et aux changements du climat.

**Carbon Sinks and Climate Change: Forests in the Fight Against Global Warming**  
(*Puits de carbone et changements climatiques : rôle des forêts dans la lutte contre le réchauffement de la planète*)  
Colin A.G. Hunt (Éditeur Edward Elgar, 2009)

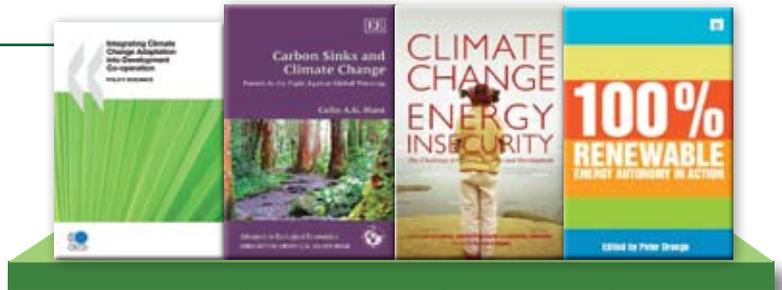
Dans cet ouvrage, Colin Hunt étudie de façon très complète le rôle présent et futur des forêts dans les politiques et pratiques relatives aux changements climatiques. Il donne des signaux pour la voie à suivre en matière de politique concernant les changements climatiques et des exemples pratiques du rôle de la sylviculture dans l'atténuation de ces changements, dans les pays développés comme dans les pays tropicaux en développement. Il aborde notamment la mesure du carbone dans les plantations, les avantages de la biodiversité, le potentiel de production de biocarburants, une analyse de la complexité des marchés de la sylviculture et une étude du fonctionnement des marchés du carbone.

**An Assessment of Assessments: Findings of the Group of Experts**  
(*Une évaluation des évaluations : conclusions du Groupe d'experts*)

Ce Rapport est une phase de démarrage dans la voie d'un « processus périodique » d'établissement de rapports mondiaux et d'évaluation de l'état du milieu marin. Il a son origine dans l'accord auquel étaient parvenus les gouvernements au Sommet mondial de 2002 sur le développement durable quant à la nécessité de traiter le problème des lacunes importantes dans notre compréhension des processus vitaux mais complexes à l'œuvre dans les océans et les mers de la planète et dans la manière dont nous les gérons. Ce rapport est une recommandation faite à l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de la stratégie à appliquer pour le Processus d'évaluation périodique. Il prévoit un mécanisme reposant sur des institutions et des méthodes mondiales, régionales et nationales et intégrant en même temps toutes les informations disponibles, notamment des données socio-économiques, sur l'utilisation réelle que nous faisons des mers et des océans.

**Blue Carbon: The Role of Healthy Oceans in Binding Carbon**  
(*Carbone bleu : rôle d'océans sains dans la fixation du carbone*)

C'est un rapport de réponse rapide qui donne quelques chiffres sûrs concernant le potentiel de séquestration du carbone par les écosystèmes marins – palétuviers, marais salins et zostères par exemple – et l'impact de la dégradation du milieu marin sur les changements climatiques. Ainsi, il ressort des estimations que ces écosystèmes piègent et stockent la moitié des émissions produites annuellement par le secteur mondial du transport. Ce rapport donne également un aperçu de la façon dont les marchés pourraient commencer à rémunérer les pays en développement pour assurer la conservation du milieu marin et améliorer ses possibilités de piégeage du carbone et ses services de stockage; il décrit aussi les liens entre des océans sains et l'adaptation aux changements climatiques.



**Climate Change and Energy Insecurity: The Challenge for Peace, Security and Development**  
(*Changement climatique et insécurité énergétique : un défi pour la paix, la sécurité et le développement*)  
Édité par Felix Dodds, Andrew Higham et Richard Sherman avec un avant-propos d'Ächim Steiner (Earthscan, 2009)

Cet ouvrage est l'évaluation internationale la plus complète qui soit des problèmes et de leurs solutions dans le domaine de l'insécurité résultant des changements climatiques et du rétrécissement de l'offre d'énergie au niveau mondial. Il couvre un champ très large et réunit les principaux cerveaux des milieux universitaires, gouvernementaux et de la société civile pour une analyse des risques et des problèmes énergétiques et sécuritaires mondiaux liés aux changements climatiques.

**100 Per Cent Renewable: Energy Autonomy in Action**  
(*100 % renouvelable : l'autonomie énergétique est en marche*)  
Publié par Peter Droege (Earthscan, 2009)

Un monde 100 % renouvelable est encore aux yeux de beaucoup un rêve impossible à réaliser avant très longtemps. Néanmoins, un nombre croissant de projets et de plans y sont déjà parvenu. Cet ouvrage expose les problèmes et présente une feuille de route vers une réalité 100 % renouvelable. Il décrit une série d'initiatives originales et leurs auteurs ainsi que les voies qui ont conduit à leur réussite. Depuis les initiatives prises par des particuliers jusqu'aux grands projets de sociétés, de communautés et de pays, il explique comment fonctionnent ces projets sur le plan économique avec les technologies disponibles.



# réflexions

ACHIM STEINER

Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE

Dix-sept ans après la signature du premier traité de l'Organisation des Nations Unies sur le climat à Rio, la communauté internationale se réunit de nouveau à Copenhague pour définir son action future à un niveau plus élevé et plus décisif. Nul autre rassemblement de gouvernements au sujet d'un accord relatif à l'environnement n'a attiré davantage l'attention du public. Dans le monde entier, des milliards de personnes attendront et suivront cet événement pour voir ce que les chefs d'Etat et les ministres de plus de 190 nations finiront par décider.

La Conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a fédéré les pays du monde entier comme ceci ne s'était plus produit peut-être depuis la Deuxième Guerre mondiale et elle a aussi mobilisé l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a travaillé sans relâche pour faire d'un nouvel accord, scientifiquement crédible, un repère dans les affaires humaines. Dès le début, il s'est rendu compte que les changements climatiques constituaient la menace la plus extraordinaire qui soit et risquaient de compromettre la sécurité, le développement et le bien-être de l'humanité. Mais il a également compris que ces changements – s'ils sont gérés rapidement et intégralement – représentent une possibilité immense de catalyser une économie verte à faible intensité de carbone, utilisant rationnellement les ressources et capable de répondre aux besoins et aux aspirations de 6 milliards de personnes qui seront au nombre de 9 milliards d'ici à 2050.

La mobilisation du système des Nations Unies à cette fin et pour obtenir un nouvel accord au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques n'a pas de précédent et le PNUE et son personnel ont pris part à ce changement

et au relèvement de ce défi. Avec nos collègues de l'Organisation des Nations Unies et dans des domaines tels que la science, le commerce, l'énergie et la gestion des ressources naturelles, nous sommes efforcés de mettre en évidence la richesse des options et des choix qu'ont les gouvernements pour libérer les marchés et stimuler l'innovation.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), parrainé par le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), est l'organisme de référence pour tout ce qui concerne l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Dans le cadre de l'Initiative du PNUE en matière de financement, tous les acteurs économiques (assureurs, banques et investisseurs) ont été mobilisés pour promouvoir des investissements qui font évoluer les marchés vers des entreprises à faible intensité en carbone.

La collaboration au niveau de l'industrie s'est aussi accélérée : un exemple en est une nouvelle initiative mondiale visant à accélérer l'emploi d'ampoules électriques à faible consommation mise sur pied avec Osram et Phillips, deux leaders du marché, avec le financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Mobiliser l'opinion publique par des initiatives telles que la Campagne pour un milliard d'arbres et la Campagne « Scellons l'accord » ont permis de se faire entendre à des millions de personnes qui se sentaient incapables d'agir. L'initiative pour un Nouvel accord mondial vert – lancé l'année dernière pour faire face à de multiples crises, y compris celle des changements climatiques – a fait des adeptes dans les capitales, de Séoul à Beijing, de Canberra à Londres, de Berlin et Washington.

Le rôle central, mais souvent ignoré, des écosystèmes pour atténuer les changements climatiques et aider les pays à s'y adapter, a été porté au centre de nos préoccupations. Il y a quelques semaines seulement, le rapport du PNUE sur le carbone bleu soulignait le rôle que peuvent jouer les écosystèmes côtiers et marins tels que palétuviers, zostères et marais salins. La réduction du déboisement associée à la restauration de la couverture et de la santé de ces écosystèmes pourraient permettre de réduire les émissions de quelque 25 %, ce qui est nécessaire pour éviter des changements climatiques « dangereux ». Les écosystèmes amélioreraient aussi les possibilités de défense des côtes, les zones d'alevinage, la pureté de l'eau, le tourisme et les perspectives d'emploi tant dans les pays en développement que dans les pays développés.

Si les gouvernements quittent Copenhague sans avoir conclu un accord sérieux, les changements climatiques ne vont pas tout simplement disparaître comme s'il s'agissait d'un mauvais cauchemar. Les négociateurs peuvent bien prendre leur temps, mais le climat, lui, n'attendra pas. Il faut donc changer de cap et agir résolument. Plus on attendra, plus les changements climatiques deviendront difficiles à gérer, coûteux et nuisibles pour l'environnement.

Copenhague nous donne l'occasion de planifier l'avenir de façon considérée et réfléchie, faute de quoi, l'avenir se planifiera lui-même. Et ceci risque fort de dépasser les capacités d'adaptation des institutions nationales et mondiales, en obligeant les sociétés à parer au plus pressé pour éviter que ne soient remis en cause les fondements-mêmes de la civilisation moderne.



# Le ciel est la limite



BAN KI-MOON

.....  
Secrétaire général de  
l'Organisation

Vers la fin septembre, alors que plus de 100 chefs d'Etat et de gouvernement étaient réunis à New York pour déterminer comment réagir aux changements climatiques, près de 4 millions de personnes au Kenya – le foyer du Programme des Nations Unies pour l'environnement – réclamaient une aide alimentaire d'urgence. Dans toute la Corne de l'Afrique, 24 millions de personnes étaient tributaires de l'aide alimentaire. Comme le faisait remarquer à l'époque Wangari Maathai, la kényane lauréate du Prix Nobel de la Paix, l'insécurité et la mauvaise gestion de l'environnement jouent un rôle important mais les changements climatiques créent un contexte universel. Au fur et à mesure que leurs effets se font sentir, ils menacent de provoquer des tragédies personnelles et une crise économique et sociale dans le monde entier.

Ceci était le message que j'ai transmis aux dirigeants du monde lors du Sommet des Nations Unies sur les changements climatiques. Je leur ai dit que les scientifiques les plus éminents du monde entier nous avertissent qu'il nous reste moins de dix ans pour mettre un terme à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial si nous voulons éviter les scénarios les plus catastrophiques prévus par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. J'ai demandé aux dirigeants des pays industrialisés de prendre, les premiers, des mesures de grande portée de façon à ce que d'autres adoptent de leur côté des décisions audacieuses et j'ai invité les dirigeants des pays en développement à redoubler eux-mêmes d'efforts. Si nous voulons relever le défi du climat, il faut que tous les pays fassent davantage – et tout de suite.

L'idée des conséquences qu'aurait un échec remplissent d'effroi. Les changements climatiques menacent les marchés, les économies et les acquis du développement. Ils peuvent épuiser les ressources en eau et en produits alimentaires, provoquer des conflits et des migrations, déstabiliser les sociétés fragiles et même faire tomber les gouvernements. Hyperbole? Certainement pas pour les bergers appauvris du nord du Kenya ni pour les cultivateurs californiens confrontés toujours plus à de grandes difficultés. Pas pour les habitants des Maldives qui se demandent déjà pendant combien de temps encore ils auront un pays ni pour les dizaines de millions d'habitants de villes aussi éloignées que Shanghai et la Nouvelle-Orléans, Amsterdam et Karachi, qui risquent d'être inondées suite à l'élévation du niveau des mers. Pas pour les centaines de millions de personnes les plus déshéritées du monde qui sont sans défense face aux tempêtes, aux inondations et aux sécheresses qui, chaque année, semblent s'intensifier.

Selon le Département des affaires humanitaires de l'ONU, les catastrophes d'origine climatique ont contraint 20 millions de personnes à quitter leur foyer l'année dernière, à peu près quatre fois le nombre de celles déplacées par des conflits. Ces statistiques montrent que les changements climatiques sont la question géopolitique prédominante de notre ère. C'est tout à la fois une crise alimentaire, une crise humanitaire et une crise financière.

Et pourtant, c'est aussi une opportunité. Au fur et à mesure que l'on se rend compte que l'immobilisme n'est plus une option, les meilleurs cerveaux du monde font des heures supplémentaires pour trouver des solutions créatrices. Les ingénieurs comptent sur des toits blancs pour rafraîchir les villes et sur des algues pour absorber le carbone. Les entrepreneurs se hâtent d'exploiter la demande croissante d'énergies propres et renouvelables. Les experts en politiques étudient l'impact des subventions à l'énergie et le potentiel des marchés du carbone.

*«Un accord à Copenhague  
peut –  
et doit –  
donner les signaux politiques  
nécessaires à sa conclusion.  
Il doit aussi soutenir des  
mesures d'adaptation car, pour  
aussi  
innovantes et ambitieuses que  
soient les mesures d'atténuation  
que  
nous appliquons,  
il n'en reste  
pas moins  
que nous avons lancé  
des processus qui risquent de  
prendre des décennies  
ou davantage pour ralentir et  
inverser les tendances.»*

Bon nombre des mesures d'incitation prises par les gouvernements et conçues à l'aube de la récession économique mondiale comprennent une forte composante verte. Des pays tels que la Chine, les Etats-Unis et le mien, la République de Corée, ont reconnu qu'en s'efforçant de réduire les émissions de gaz à effet de serre il est également possible de stimuler la création d'emplois et de donner un coup de fouet aux industries de l'avenir. D'autres pays se tournent vers l'immense potentiel des forêts et autres écosystèmes pour absorber les émissions de carbone. Scientifiques, entrepreneurs et décideurs du monde entier se rendent compte qu'il existe des possibilités presque illimitées pour atténuer les effets des changements climatiques et assurer durablement la prospérité. Avec les mesures d'incitation appropriées, une économie verte est à notre portée.

Un accord à Copenhague peut – et doit – donner les signaux politiques nécessaires à sa conclusion. Il doit aussi soutenir des mesures d'adaptation car, pour aussi innovantes et ambitieuses que soient les mesures d'atténuation que nous appliquons, il n'en reste pas moins que nous avons lancé des processus qui risquent de prendre des

décennies ou davantage pour ralentir et inverser les tendances.

Les changements climatiques sont déjà là. Ils frapperont les nations les plus vulnérables en premier et le plus fortement. Au Sommet de septembre sur les changements climatiques, les dirigeants du monde ont discuté la mise en place d'un mécanisme de financement rapide de mesures d'adaptation, de même que la création d'un fonds de 100 milliards de dollars par an pour répondre aux besoins en matière d'atténuation et d'adaptation au cours de la prochaine décennie.

Au lieu de subir les effets des changements climatiques, les pays en développement comme ceux de l'Afrique de l'Est peuvent contribuer à leur solution. Ainsi, le Kenya a des ressources géothermiques abondantes qui peuvent servir à produire de l'électricité; celle-ci peut alimenter à son tour un programme d'électrification susceptible de constituer la base de progrès importants dans la réalisation de ses objectifs nationaux de développement pour le Millénaire. Ce pays a de hautes terres boisées qui, si elles sont protégées et remises en état, peuvent assurer l'approvisionnement en eau de ses villes, de son agriculture et de son secteur du tourisme. Cette histoire se répète ailleurs en Afrique. Le Rwanda a des réserves substantielles de méthane et il a choisi d'investir fortement dans la croissance verte. La République démocratique du Congo collabore avec la Banque mondiale pour produire de l'énergie hydroélectrique en quantités susceptibles, théoriquement, d'approvisionner une bonne partie de l'Europe. Des projets similaires d'exploitation du potentiel d'énergie solaire du Sahara sont également à l'étude.

Avec un peu d'imagination, le ciel est la limite. Nous devons exploiter la volonté politique nécessaire pour surmonter l'inertie et réaliser ces transformations et d'autres. Le changement climatique est le seul que nous devrions craindre. C'est pourquoi il restera en tête de liste de mes priorités tant que nous n'aurons pas trouvé une solution politique ambitieuse, juste et globale au problème déterminant de notre génération.



LARS LØKKE RASMUSSEN

Premier Ministre danois

# DERNIER DÉLAI : COPENHAGUE

L'appel lancé pour que des mesures soient prises d'urgence à l'échelon mondial pour lutter contre les changements climatiques est net et clair. L'inaction n'est plus possible. J'espère très sincèrement que la communauté internationale se montrera à la hauteur de ses responsabilités à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (quinzième session de la Conférence des Parties) qui se tiendra en décembre 2009 à Copenhague et que celle-ci restera dans les mémoires comme un événement marquant dans les efforts que nous déployons pour inverser les tendances. A la quinzième session de la Conférence des Parties nous devons faire un choix. Ce sera le moment ou jamais. Nous pourrons soit saisir cette occasion – soit la laisser passer. Quel que soit notre choix, il ne fait aucun doute que les générations futures nous jugeront à l'aune de notre capacité de faire en



© Bruno Perousse/thebigpicture



© Panoramic Images/Getty Images

sorte que cette quinzième session de la Conférence des Parties apporte un changement décisif.

Personne, aucune communauté, aucun Etat ne peut aujourd'hui échapper aux effets des changements climatiques, qui ne connaissent pas de frontières et se font sentir dans le monde entier.

Pour lutter contre les conséquences négatives des changements climatiques, une démarche universelle s'impose. La communauté internationale, les pays à titre individuel, le secteur privé et la société civile doivent travailler de concert pour lutter contre les changements climatiques avec résolution et détermination.

Il est possible de constater les effets des changements climatiques de bien des manières et, si des mesures ne sont pas prises pour les atténuer, ces changements représenteront de sérieuses menaces pour nous tous. S'ils se poursuivent au rythme actuel, le développement économique et social en sera entravé. Nous pouvons déjà observer des conditions météorologiques plus extrêmes, intenses et imprévisibles comme des sécheresses prolongées, des inondations plus fréquentes et de plus fortes tempêtes. Même si les températures se stabilisaient à 2°C de plus qu'à l'époque pré-industrielle, on verrait quant même l'apparition de nouveaux schémas météorologiques qui auront des répercussions à l'échelle mondiale.

C'est un paradoxe injuste – mais néanmoins un fait – que les pays qui produisent le moins d'émissions de gaz à effet de serre seront de loin les plus touchés par les changements climatiques. Ce sont aussi ceux qui ont le moins de ressources pour s'y adapter. C'est une réalité douloureuse et manifeste qu'un grand nombre des pays parmi les plus pauvres du monde en font déjà l'expérience. Bien souvent ces pays dépendent dans une large mesure de l'agriculture, secteur particulièrement sensible au climat. Et, dans ces pays, le danger que courent les femmes et les enfants, les populations autochtones et autres groupes importants est souvent encore plus grand. L'existence même des petits Etats insulaires est menacée par

l'élévation potentielle du niveau de la mer. Le bien-être et la sécurité du monde sont en péril.

Copenhague n'est pas un aboutissement, mais un point de départ. Il convient, en effet, de replacer les changements climatiques dans une perspective à plus long terme dans laquelle, si tout va bien, Copenhague marquera le début d'un regain d'efforts pour réaliser un avenir à faible intensité de carbone dans le monde entier. Les pays industrialisés doivent montrer la voie à suivre en s'engageant à procéder à des réductions ambitieuses. Nous devons offrir des incitations appropriées pour que tous les pays s'engagent sur la voie du développement à faible intensité de carbone.

Au-delà de toute considération climatique, l'efficacité énergétique et la réduction des émissions sont en elles-mêmes extrêmement bénéfiques. L'énergie a un coût de revient et les mesures d'économie d'énergie font partie de la réponse à la crise financière et économique actuelle. Les efforts d'atténuation devraient donc être considérés pas seulement comme un fardeau économique mais aussi comme une opportunité pour l'avenir. Les programmes de reprise écologiques ont le potentiel nécessaire pour stimuler l'investissement privé dans des technologies à faibles émissions de carbone, créant ainsi de nouvelles possibilités d'emploi, d'innovation et de richesse.

L'histoire de la croissance économique du Danemark au cours des dernières décennies témoigne du fait qu'il est possible de rechercher une croissance à faible intensité de carbone sans pour autant la compromettre. L'économie danoise a augmenté de 78 % pendant les trois dernières décennies alors que la consommation d'énergie est restée pratiquement constante. Depuis les années 80, la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale a augmenté de façon continue et est actuellement d'environ 20 %. Le secteur danois des technologies vertes est également

*«Le secteur danois des technologies vertes est également prospère. Les technologies propres, qui représentaient environ 10 % de toutes les exportations danoises en 2008, sont actuellement l'un des secteurs d'exportation les plus dynamiques.»*

prospère. Les technologies propres, qui représentaient environ 10 % de toutes les exportations danoises en 2008, sont actuellement l'un des secteurs d'exportation les plus dynamiques.

Sur le plan international, le Danemark s'efforce activement de promouvoir des technologies et une croissance vertes, contribuant ainsi à mettre en place les outils nécessaires pour assurer le passage à des économies à faible intensité de carbone. Les investissements dans des technologies vertes et l'offre d'énergies durables, abordables et stables sont d'importance cruciale. S'engager à assurer une croissance verte et à investir dans des technologies vertes n'aide pas seulement à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>; c'est aussi un investissement judicieux dans notre avenir, qui conduira à une croissance économique véritablement durable.

Un « accord mondial vert » est une excellente perspective pour l'économie et pour le commerce. Il n'y a pas de contradiction entre croissance économique et efficacité climatique. En fait, la seule façon de parvenir à une croissance vraiment durable est d'éviter les changements climatiques. Il n'y a pas non plus de contradiction inhérente entre résoudre la crise financière et lutter contre les changements climatiques. Bien au contraire, les politiques nécessaires pour faire face aux changements climatiques sont exactement celles qui peuvent aider à relancer nos économies.

A Copenhague, la communauté internationale devra traduire la prise de conscience de cette réalité en mesures concrètes. La quinzième session de la Conférence des Parties est le dernier délai qui nous reste.

# UNE VÉRITÉ QUI NE DÉRANGE PAS



BHARRAT JAGDEO

Président de  
la République du Guyana

Le problème des changements climatiques n'est pas insurmontable. L'heureuse vérité est en effet que les systèmes naturels qui se sont développés pendant des millions d'années sur notre planète offrent des moyens de le résoudre. Mais si nous voulons tirer parti de ce que nous avons, il nous faut tout d'abord être pragmatiques face au prix à payer pour réduire les émissions et réalistes dans la manière dont nous voyons et utilisons les ressources mondiales.

Le pragmatisme dont nous devons faire preuve consiste à accepter que nous n'avons pas d'autre choix que de réduire considérablement les émissions industrielles mondiales, avec les difficultés économiques à court terme que cela comporte. Faute de quoi, nous nous rendrons responsables de la dégradation de la planète et des souffrances indicibles qui en résulteront pour des millions de personnes. Mais nous devons aussi faire preuve d'esprit pratique et prendre des mesures afin de protéger les ressources et mécanismes que la nature a mis à notre disposition pour éliminer et stocker le dioxyde

de carbone atmosphérique, à savoir les océans, forêts et autres écosystèmes.

Les forêts qui recouvrent les trois quarts de la superficie du Guyana sont sa contribution à cette solution. Il nous serait possible de gagner des centaines de millions de dollars par an en les abattant agressivement pour faire place à l'agriculture et à d'autres activités commerciales, mais nous contribuerions alors à une accélération des changements climatiques dont l'économie mondiale ferait les frais.

La principale raison qu'a le Guyana de s'attaquer aux changements climatiques est évidente. Son développement économique est intrinsèquement lié à sa capacité d'aider la planète à combattre ces changements. Chaque année, les inondations lui font perdre environ 10 % de son produit intérieur brut et les mesures d'adaptation nécessaires pour y remédier peuvent coûter jusqu'à 1 milliard de dollars.

Il y a 18 mois, j'ai fait connaître la Stratégie de développement à faible intensité de carbone de mon pays. Elle repose essentiellement sur la



conviction que, laissées sur pied, les forêts du Guyana et des autres nations en développement peuvent être d'une plus grande utilité à l'ensemble de l'humanité et que si la communauté internationale était prête à rémunérer leur conservation, les revenus qu'on en tirerait pourraient à la fois aider le Guyana à s'adapter aux changements climatiques et à transformer son économie par une série d'investissements dans des entreprises à faibles émissions de carbone.

Depuis la présentation de cette stratégie, la planète a perdu une superficie de forêts plus grande que celle de mon pays tout entier. Cela a non seulement libéré dans l'atmosphère plus de carbone que tous les véhicules à moteur du monde au cours de la même période, mais aussi réduit l'aptitude du globe à éliminer cette pollution.

La destruction anarchique des forêts n'est pas due à la malveillance ou à l'ignorance mais au fait que la plupart des pays qui en possèdent n'ont d'autre choix que de les exploiter pour en tirer des revenus. Il n'y a véritablement qu'un seul moyen de l'éviter : faire en sorte

qu'il soit économiquement plus rentable de conserver nos forêts en l'état que de les couper.

La réunion relative à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui doit se tenir à Copenhague nous offre une occasion historique de prouver que l'évolution du climat n'est pas inéluctable. Si elles sont acceptées, les propositions de réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) procureront des avantages allant bien au-delà de la simple réduction des émissions de carbone, car elles permettront de préserver les sources d'eau douce, aideront à assurer la sécurité alimentaire et fourniront des opportunités de développement économique à des pays tels que le Guyana.

En ayant la clairvoyance de les adopter et de convenir non seulement de financer la REDD de manière adéquate mais aussi de réduire énormément les émissions provenant de l'industrie, les Parties feront passer aux générations futures le message que nous avons été de dignes intendants de notre planète.



*«... faire en sorte qu'il  
soit  
économiquement plus  
rentable de conserver  
nos forêts en l'état  
que  
de les couper.»*



MOHAMED NASHEED

Président des Maldives,  
s'entretient avec *Notre Planète*

# Un danger imminent

*Pourquoi vous, qui êtes le Président des Maldives, vous exprimez-vous avec tant de force pour la lutte contre les changements climatiques?*

Lorsque vous vivez aux Maldives, où l'altitude la plus élevée est à plus de 2 mètres au-dessus du niveau de la mer, il est difficile de nier que le climat ne change pas. Tous les jours, nous subissons les effets de ce changement qui est, en partie, responsable de l'érosion des côtes d'un tiers de nos îles inhabitées. Cette érosion cause la perte de terres et de biens fonciers et elle contamine les eaux souterraines.

Les Maldiviens vivent sur ces terres depuis plus de 2 000 ans. Nous ne voulons pas échanger ces îles magnifiques contre un camp de réfugiés écologiques. La défense des Maldives est ma priorité première et nous n'avons plus le temps de refiler la responsabilité du climat aux générations futures.

Les Maldives sont un Etat qui est en première ligne dans la bataille contre les changements climatiques. Mais ces changements ne menacent pas seulement les Maldives; ils nous menacent tous. Si nous n'arrivons pas à sauver les Maldives aujourd'hui, nous ne pourrons pas sauver Tokyo, New York ou Hong Kong demain.

*Vous avez dit que les changements climatiques constituaient un problème sécuritaire autant qu'un problème humain et écologique : pourquoi?*

Les changements climatiques ne sont pas un problème environnemental « abstrait ». Ils sont de plus en plus perçus comme un facteur multiplicateur de risque « réel » au sens militaire du terme. Selon un rapport établi en 2007 par la CNA Corporation, groupe de réflexion financé par le Pentagone, dont les auteurs sont une douzaine d'anciens généraux américains, si les émissions de dioxyde de carbone ne diminuent pas rapidement, les changements climatiques « seront à l'origine de catastrophes naturelles et humanitaires répétées à une échelle de loin supérieure à celles que nous connaissons aujourd'hui ». Ces catastrophes risquent de déstabiliser des régions entières, « favorisant des conditions propices aux conflits internes, à l'extrémisme et à un mouvement conduisant à un autoritarisme croissant et à des idéologies radicales ».

Facteur multiplicateur au niveau sécuritaire, les changements climatiques pourraient balayer des décennies de développement dans les pays les plus pauvres et remettre en cause les droits humains

fondamentaux. Si l'augmentation des températures n'est pas maîtrisée, les pays de basse altitude seront submergés, certaines des grandes villes côtières du monde inondées et des millions de personnes tuées ou déplacées.

*Les Maldives prennent la tête de la réduction des émissions de gaz à effet de serre avec un plan pour arriver à la neutralité carbone en dix ans. Pourquoi les Maldives font-elles ceci alors que leur taux d'émissions est relativement très faible?*

L'opinion courante qui veut que les petits pays en développement ne devraient pas réduire leurs émissions de gaz à effet de serre me laisse sceptique. Je suis aussi contre le fait de montrer du doigt les pays développés. Les changements climatiques sont notre problème à tous et, par conséquent, nous devons tous nous unir pour trouver une solution au niveau mondial.

En ce qui concerne les Maldives, nous savons que les émissions de gaz à effet de serre que nous produisons sont insignifiantes et que les efforts que nous déployons au niveau de l'environnement ne suffiront pas à eux seuls à mettre fin au réchauffement de la planète. Néanmoins, nous avons décidé de donner l'exemple et de devenir le premier pays du monde



Mark Lynas et Chris Goodall. D'après ce plan, 155 turbines éoliennes de 1,5 mégawatt couvriraient entièrement les besoins en électricité de la nation. Un demi-kilomètre carré de panneaux solaires et une centrale électrique alimentée en biomasse fourniraient l'énergie de réserve.

Le plan propose aussi que les Maldives achètent des crédits carbone à l'Union européenne pour compenser les émissions dues aux transports, en particulier les vols internationaux de tourisme. Les déchets organiques peuvent être utilisés pour produire des engrais et les autres déchets peuvent être incinérés afin de réduire la pollution et de produire de l'électricité.

*Vous avez relevé qu'il y a encore de l'espoir et qu'il est possible d'inverser la tendance au réchauffement de la planète. Que faut-il faire pour qu'il en soit ainsi?*

neutre en carbone. Ce faisant, nous voulons mettre au point un système de survie – un manuel sur la neutralité carbone – que d'autres pourront reproduire, nous mettant ainsi tous à l'abri de cette catastrophe imminente.

Devenir neutre en carbone, ce n'est pas seulement la chose à faire; c'est aussi valable du point de vue économique. Les ressources en pétrole sont en train de s'épuiser et l'évolution des cours du pétrole est imprévisible. Les énergies renouvelables diminuent notre dépendance à l'égard du pétrole étranger, réduisant ainsi notre incertitude au minimum et renforçant notre sécurité énergétique. Par ailleurs, si les infrastructures à mettre en place pour exploiter les énergies renouvelables sont assez coûteuses, une fois qu'elles sont là les frais d'exploitation sont inférieurs à ceux des infrastructures d'exploitation des combustibles fossiles parce que les matières premières comme le soleil, le vent et les vagues sont gratuites et permettent donc de faire des économies à long terme.

*Comment parviendrez-vous à la neutralité carbone?*

La décision de parvenir à la neutralité carbone se fonde sur un plan écologique élaboré par les experts britanniques du climat et de l'énergie,

Nous pouvons résoudre la crise climatique mais, pour ce faire, des mesures radicales s'imposent. Le groupe des pays industrialisés, le G8, s'est engagé à faire en sorte que les températures mondiales ne montent pas de plus de 2°C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle, ce qui signifie que la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère ne dépassera pas 450 parties par million. Il y a environ deux ans, cet objectif aurait été jugé louable. Les études scientifiques récentes et les événements survenus sur le terrain montrent maintenant que cet objectif de 2° est tout à fait insuffisant.

Après la fonte rapide des glaces de l'océan Arctique en été 2007, les scientifiques se sont rendu compte que la planète se réchauffait beaucoup plus vite et sur une bien plus grande échelle qu'ils ne l'avaient prévu. Où qu'ils regardent glaciers de haute altitude, cycles hydrologiques, propagation des moustiques – ils ont vu que des changements se produisaient des décennies plus tôt que prévu. En janvier 2008, James Hansen, climatologue de renommée mondiale, a publié une série d'articles montrant que le seuil limite actuel de sécurité carbone dans l'atmosphère était tout au plus de 350 parties par million. Tout ce qui dépasse cette limite, avertit Hansen, pourrait avoir

« des effets catastrophiques et irréversibles » sur l'ensemble de la planète.

Nous avons déjà dépassé ce chiffre, puisque la concentration est actuellement de 385 ppm et ne cesse d'augmenter. Pour les Maldives, les changements climatiques sont plus qu'une source de contrariété vague ou éloignée mais bel et bien un danger imminent pour notre survie. Mais les Maldives ne sont pas un cas à part, elles ne sont qu'un signal d'alarme pour le reste du monde. Les pays asiatiques voisins comme le Bangladesh souffrent déjà de l'ingression d'eau salée due à l'élévation du niveau de la mer; l'Australie et le Sud-Ouest de l'Amérique sont frappés par une sécheresse endémique; les forêts de la partie occidentale de l'Amérique du Nord sont la proie de parasites qui prolifèrent dans la chaleur toujours plus forte. Et tout ceci s'accompagne de hausses de température de moins de 1°. Pourquoi donc aurions-nous 2° comme objectif?

Nous avons les ressources et le savoir-faire technologiques nécessaires pour réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. Ce qui fait défaut, ce ne sont pas les connaissances scientifiques mais la volonté politique. Beaucoup d'hommes politiques font des efforts louables pour lutter contre le réchauffement de la planète. Cependant, la plupart d'entre eux ne prendront pas de mesures radicales si leur électorat ne l'exige pas.

Il est indispensable de déclencher un mouvement universel pour obtenir rapidement un changement. A cette fin, l'Organisation des Nations Unies a lancé une pétition mondiale que tout un chacun peut signer en ligne, priant instamment les dirigeants du monde de « sceller l'accord » sur les changements climatiques à la Conférence de Copenhague, en décembre prochain. Et des organisations de militants telles que 350.org organisent de grandes manifestations pour protester et faire en sorte que les gens ordinaires puissent se faire entendre des négociateurs à Copenhague. Les changements climatiques sont trop importants pour être laissés aux politiciens et aux négociateurs seuls. Il appartient à chacun de faire entendre sa voix et de dire comment voter.

## GISELE BÜNDCHEN

Le visage de certains des produits les plus exclusifs du monde est devenu dorénavant le nouveau visage de l'action mondiale en faveur de l'environnement. En septembre 2009, Gisele Bündchen, le super mannequin d'origine brésilienne, l'un des top-modèles les plus célèbres de tous les temps, a été nommée Ambassadrice itinérante pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Dans ce nouveau rôle, Gisele, écologiste engagée et passionnée depuis longtemps, aidera le PNUE dans sa mission de sensibilisation et de promotion de mesures propres à protéger l'environnement, en attirant l'attention sur certains des dangers les plus sérieux qui menacent la planète : les changements climatiques et la dégradation de l'environnement.

## CONNIE HEDEGAARD

Une des grandes voix de la scène internationale, Connie Hedegaard a aidé à attirer l'attention du monde entier sur les conséquences visibles du réchauffement de la planète et sur la nécessité, pour tous les pays, d'agir d'urgence pour combattre les changements climatiques. Aux niveaux national et international, Hedegaard, Ministre danois du climat et de l'énergie, a été un ardent défenseur de la croissance économique viable, des sources d'énergie durables et de solutions écologiques et économes en énergie. Elle a été la force motrice des politiques énergétiques de premier plan au niveau mondial adoptées dans son pays, ce qui prouve que la lutte contre les changements climatiques n'est pas un programme anti-croissance. En sa qualité de Ministre, Hedegaard a un autre rôle important à jouer au niveau du leadership dans le domaine des changements climatiques : accueillir la conférence mondiale des Nations Unies sur les changements climatiques à Copenhague – un sommet mondial ayant pour but de trouver le moyen de rassembler le monde entier autour d'un plan à la fois juste et efficace sur les changements climatiques.



## BILL WEIHL

Bill Wehl est le « tsar de l'énergie verte » de Google qui conduit le géant de l'Internet vers l'énergie propre et la neutralité carbone. Sous la direction de Wehl, Google avance à grands pas dans la voie de l'économie des énergies renouvelables. La société a non seulement réduit sa propre consommation énergétique de plus de 50 %, mais elle a investi des centaines de millions de dollars dans les énergies renouvelables – tant en fournissant un capital de départ à de petites entreprises d'énergie solaire et éolienne qu'en soutenant un laboratoire où travaillent ses propres chercheurs. Avec ses économies d'énergie, l'utilisation d'énergies renouvelables et des compensations carbone soigneusement choisies, la société est devenue neutre en carbone. En hommage à sa contribution, le Time Magazine a conféré à Wehl, ancien professeur à l'Institut de technologie du Massachusetts, le titre de Héros de l'environnement pour 2009.

## YUMI SOMEYA

Entrepreneur écologiste de Tokyo, Yumi Somera produit du carburant pour voitures et de l'électricité à partir d'huile de cuisine de rebut. Au début des années 90, sa famille possédait une société de recyclage qui, avec l'Université d'Hokkaido, a produit le premier biodiesel du monde à partir de l'huile jetée chaque jour par les cuisiniers. Aujourd'hui, ce biocarburant novateur, appelé carburant diesel végétal (VDF), alimente les véhicules de la société qui recueillent les huiles usées, ainsi que certains des autobus et véhicules de service de Tokyo; et il produit aussi de l'électricité pour des concerts et manifestations culturelles de la ville. Le gaz d'échappement de ce carburant diesel végétal comprend moitié moins de particules que le diesel conventionnel, il n'émet pas du tout d'oxyde de soufre et son odeur rappelle davantage celle d'une cuisine que celle d'une voiture. Le Time Magazine a nommé Someya Héros de l'environnement pour 2009.

## TEWOLDE BERHAN GEBRE EGZIABHER

M. Tewelde est un ardent défenseur de l'environnement de son Ethiopie natale et de l'Afrique en général. Son curriculum vitae témoigne d'une activité approfondie et étendue dans la fonction publique, qui a consisté à sauvegarder la diversité biologique et les droits traditionnels des agriculteurs et des communautés à leurs ressources génétiques. M. Tewelde a été longtemps le négociateur et le représentant de l'Ethiopie et d'autres pays africains dans toute une série de forums internationaux liés à la biodiversité tels que la Convention sur la diversité biologique, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Il a collaboré avec l'Union africaine à l'élaboration de lois modèles sur la protection des droits des communautés, des cultivateurs et des éleveurs, le contrôle de l'accès aux ressources biologiques et la sécurité de la biotechnologie. M. Tewelde a été lauréat du Prix les Champions de la Terre du PNUE et du Right Livelihood Award.

## VEERABHADRAN RAMANATHAN

Le Professeur Veerabhadran Ramanathan est l'un des climatologues les plus éminents du monde et son œuvre a largement contribué à mieux nous faire comprendre la gravité de l'impact de l'homme sur le climat. Ses premières recherches ont mis en évidence les effets de gaz à effet de serre des chlorofluorocarbones (CFC) et autres polluants. Entre autres découvertes importantes, il a mis en lumière les effets de refroidissement général des nuages sur le climat, et il a montré que « les nuages bruns » du Sud asiatique causés par la combustion de combustibles fossiles peuvent avoir une influence sur les moussons et par conséquent se répercuter négativement sur la récolte de riz de l'Inde. Plus récemment, il a expliqué comment les particules de carbone noires présentes dans les nuages bruns peuvent contribuer de façon non négligeable au réchauffement de la couche supérieure de l'atmosphère. De nombreux prix dont le Tyler Environmental Prize 2009 ont été décernés à Ramanathan, Professeur des sciences du climat et de l'atmosphère à l'Université de Californie, à San Diego, pour sa contribution remarquable à l'environnement.



## YUGRATNA SRIVASTAVA

Combien connaissez-vous d'ados de 13 ans qui se sont adressés directement et personnellement aux dirigeants du monde? C'est exactement ce qu'a fait Yugratna Srivastava, en septembre, lorsqu'elle a pris la parole à la cérémonie d'ouverture du Sommet des Nations Unies sur les changements climatiques. Représentant la jeunesse du monde, elle a demandé que soit signé un accord équitable, juste et orienté vers l'action pour succéder à celui de Kyoto. Originaire de Shamli en Inde, Yugratna est une jeune militante écologiste depuis qu'elle est devenue membre de l'organisation non gouvernementale, Tarumitra (Les amis des arbres). En 2008 et en 2009, elle a participé aux conférences TUNZA pour la jeunesse du PNUE et elle est le premier enfant indien élu au Conseil Junior de TUNZA. Sa passion et son engagement ont attiré l'attention du PNUE et, maintenant, celle du monde entier.

## SUSAN SOLOMON

Quelques personnes sont allées au bout de la terre pour étudier l'impact de l'homme sur notre environnement. Susan Solomon est l'une d'elles. Elle a dirigé des expéditions scientifiques tout à fait nouvelles dans l'Antarctique, qui ont confirmé les craintes que l'on avait que les chlorofluorocarbones (CFC) ne contribuent à la formation d'un « trou » dans la couche d'ozone. Ces dernières années, elle s'est concentrée sur la climatologie. Ses travaux ont montré que les concentrations de dioxyde de carbone attendus au cours du siècle conduiront à des changements de longue durée, tels que sécheresses généralisées dans certaines régions et élévation du niveau des mers, qui submergeront les zones côtières de basse altitude. Elle était au nombre des scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui ont aidé les populations à comprendre la gravité du réchauffement de la planète et auxquels a été décerné le Prix Nobel de la paix en 2007. Mme Solomon a reçu le Prix Volvo pour l'environnement 2009.



# Le moteur de la croissance



GORDON BROWN

Premier Ministre du  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord

Il y a deux siècles, la Grande-Bretagne exploitait ses ressources de charbon abondantes pour alimenter une révolution industrielle qui l'a transformée en une société économique puissante au niveau mondial. Aujourd'hui, au XXI<sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne récolte les fruits d'une nouvelle révolution industrielle fondée sur l'énergie verte.

De nouveau déterminé à être à l'avant-garde du changement, le Royaume-Uni est le plus grand producteur mondial d'électricité tirée des vents du large, à la tête d'une nouvelle génération d'énergie nucléaire et pionnier des technologies qui rendent les combustibles fossiles propres.

Pourquoi? Parce que s'attaquer aux changements climatiques est non seulement essentiel pour préserver la santé de la planète mais aussi parce que c'est un moteur de la croissance et de la prospérité économiques. Au Royaume-Uni et dans maints autres pays, le passage à une économie à faible intensité



*«Notre approche  
repose donc  
sur  
trois axes :  
assurer  
simultanément  
la croissance  
et créer des emplois à  
long terme,  
réduire  
les émissions de gaz à  
effet de serre  
et augmenter la  
sécurité énergétique.»*

de carbone aide déjà à la reprise après la période actuelle de récession, en favorisant une nouvelle croissance, en offrant de nouveaux emplois, en créant de nouvelles industries et de nouveaux marchés d'exportation.

La conclusion d'un nouvel accord international à Copenhague n'est donc pas simplement une nécessité environnementale; c'est aussi une nécessité économique.

Les coûts entraînés par les changements climatiques sont maintenant connus. Il y a trois ans, le premier rapport Stern concluait que les conséquences économiques d'un réchauffement incontrôlé de la planète pourraient représenter de 5 à 20 % du produit intérieur brut mondial, soit, au XXI<sup>e</sup> siècle, un coût économique supérieur aux pertes causées par les deux guerres mondiales et la grande Dépression du XX<sup>e</sup> siècle.

Mais ce qui est encore plus frappant maintenant, ce sont les avantages que représente le passage à une économie à faible intensité en carbone. Tout d'abord, une consommation énergétique plus efficace aura pour résultat un accroissement de la productivité en général, les ressources affectées auparavant au paiement des factures de combustibles étant débloquées pour investissements. En même temps, selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie, l'infrastructure nécessaire à la production d'énergies à faible teneur en carbone exigera un investissement de 26,3 trillions de dollars jusqu'en 2030. Ceci créera en retour des marchés immenses de biens et de services dans un large éventail de technologies à faible intensité de carbone et énergétiquement efficaces et dans les secteurs connexes de l'infrastructure, de la construction et des services. Déjà plus important

que le secteur de la défense et de l'industrie aérospatiale combinés, le secteur mondial de l'environnement pourrait d'ici à 2015 valoir 4,3 trillions de livres sterling et offrir des dizaines de millions d'emplois. Une vague d'innovation accompagnera également les programmes de décarbonisation. Et, comme les innovations dans un domaine se répercutent sur d'autres, leur potentiel et leurs avantages économiques se propageront à travers toute l'économie mondiale.

Il n'est donc guère surprenant que, l'année dernière, les gouvernements du monde entier aient consacré à l'investissement vert une part importante de leurs paquets de mesures d'incitation économique.

Au lendemain de la crise du crédit, les gouvernements se voient dans l'obligation d'adopter des stratégies suffisamment fortes pour garantir

les conditions les plus appropriées à l'investissement privé dans les secteurs clés qui seront les moteurs de la prochaine phase de croissance. Ceci est particulièrement vrai dans le cas de l'économie à faible intensité de carbone. Contrairement à d'autres secteurs stratégiques, ce marché est presque entièrement dominé par la politique de réduction des émissions et d'amélioration de la sécurité énergétique menée par le Gouvernement.

Pour nos économies, la décarbonisation entraîne certains frais. Les prix de l'énergie augmenteront modérément. Mais au fur et à mesure que la croissance reprendra, ces coûts deviendront abordables du fait, en particulier, que les mesures d'efficacité énergétiques réduisent la demande et, partant, les factures.

C'est aussi une réalité qu'un avenir fondé sur l'utilisation d'énergies à forte intensité de carbone coûterait davantage et pas moins. Une dépendance excessive à l'égard des importations de pétrole et de gaz – dont une partie en provenance de régions politiquement instables – nous expose à des risques inacceptables, tant économiques que politiques. La voie vers une faible intensité de carbone est donc aussi celle d'une plus grande sécurité énergétique.

Notre approche repose donc sur trois axes : assurer simultanément la croissance et créer des emplois à long terme, réduire les émissions de gaz à effet de serre et augmenter la sécurité énergétique.

Certes, le Royaume-Uni ne fait nullement cavalier seul. L'Union européenne a adopté des objectifs juridiquement contraignants pour réduire les émissions de 20 % d'ici à 2020 par rapport à leurs niveaux de 1990 – ou de 30 % en cas d'accord international ferme. Des systèmes de commerce des émissions sont prévus aux Etats-Unis et au Canada, en Australie et bientôt au Japon. La Chine s'est fixé des objectifs rigoureux pour améliorer son efficacité énergétique et utiliser des énergies renouvelables et l'Inde a annoncé des plans ambitieux d'investissement dans l'énergie solaire.

Dans le monde entier, il y a eu pour la première fois l'année dernière plus d'investissements dans la production d'énergies à partir de sources renouvelables qu'à partir de combustibles fossiles.

Voici donc les tendances mondiales. Elles restent pourtant fragiles. C'est pourquoi il est si important de parvenir à Copenhague à un accord mondial sur un nouveau régime concernant les changements climatiques. Nous devons mettre en place le régime international qui donnera aux investisseurs et aux entreprises dans les secteurs à faible intensité de carbone la certitude et la confiance dont ils ont besoin.

Le Gouvernement britannique veut un accord ambitieux, efficace et juste. Ambitieux, en ce sens qu'il doit engager la planète sur la voie de la limitation de la hausse de la température mondiale moyenne à 2°C; efficace, en créant des mécanismes de marché permettant de réduire effectivement les émissions parallèlement à un régime vigoureux de suivi et de vérification; juste, en aidant les pays en développement comme les pays développés à lutter contre les changements climatiques.

Ce dernier point est particulièrement important. Le changement climatique représente une grave injustice : il résulte dans une large mesure des émissions des pays les plus riches alors que ce sont les pays les plus pauvres qui en subissent le plus fortement les effets. L'accord de Copenhague doit donc aider les pays les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter aux changements désormais déjà inévitables et leur apporter un soutien dans leurs efforts de croissance à faible intensité de carbone et de résistance aux changements climatiques.

C'est pourquoi j'ai présenté, en juin, une série de propositions relatives à un accord de financement du climat entre pays développés et pays en développement – sur la base d'une collecte de 100 milliards de dollars par an auprès de sources publiques et privées d'ici à 2020.



Les changements climatiques représentent un défi sans précédent pour l'humanité. Mais il existe une solution à notre portée, qui donnera des avantages économiques considérables aujourd'hui tout en protégeant l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

Pour parvenir à un accord, les dirigeants du monde entier devront surmonter les divergences de vues qui les séparent encore et saisir ces opportunités. Selon moi, est possible.

# verbatim

Paul Krugman, chroniqueur au New York Times

« Même si les climatologues reconnaissent par consensus que le risque est pire que ce que nous imaginions, les économistes, de leur côté, sont parvenus à un consensus sur le fait que le coût du contrôle des émissions est moins élevé que ce que beaucoup craignaient »

**Le Président des Maldives, M. Mohamed Nasheed, s'adressant aux dirigeants du monde au Sommet des Nations Unies sur les changements climatiques, en septembre 2009**

« Si l'on ne fait rien... notre pays cessera d'exister »

**Ali Tarki, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, s'adressant aux dirigeants du monde au Sommet des Nations Unies sur les changements climatiques, en septembre 2009**

« Les phénomènes provoqués par les changements climatiques tels que l'élévation du niveau des mers, les inondations, les sécheresses, les ouragans et autres modifications des systèmes météorologiques menacent de remettre en cause non seulement les résultats durement acquis dans la lutte contre la pauvreté mais l'existence même de nations toutes entières »

**John Rowe, PDG d'Exelon, compagnie de distribution de l'électricité, dans son discours à la conférence nationale du Conseil américain pour une économie énergétiquement efficace**

« Il faut donner une valeur monétaire au carbone pour nous obliger à faire ce qui coûte le moins, comme assurer tout d'abord l'efficacité énergétique »

**James Leape, Directeur général de WWF International, lors du lancement d'une étude sur les marges de manœuvre des négociations sur les changements climatiques à Bangkok, en septembre 2009**

« Un accord à Copenhague – associé à des progrès au niveau des initiatives nationales – sera pour les investisseurs le signal que le Programme REDD peut réussir, et réussira, et qu'il garantira que les forêts ont plus de valeur lorsque les arbres restent debout que lorsqu'ils sont abattus »

**Le Premier Ministre kényan, Raila Odinga, s'adressant à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, en septembre 2009**

« Nous sommes les victimes des actes et des omissions du monde riche et c'est pourquoi nous avons besoin de beaucoup d'argent sous forme d'assistance et d'investissements du secteur privé pour changer le cours des choses »

# chiffres

## 135 milliards

C'est le montant en dollars qui, selon la CCNUCC, serait nécessaire chaque année pour faire face plus largement aux effets des changements climatiques.

– **Inter Press Service**

## 79 %

C'est le pourcentage d'Asiatiques qui veulent que leur gouvernement prenne des mesures et la tête d'initiatives en vue de réduire les risques dus aux changements climatiques

– **Sondage d'opinion Synovate réalisé pour la Campagne Tckctck**

## 10 %

C'est le pourcentage de la réduction de la consommation d'énergie de la Chine entre 2006 et 2008 par unité du Produit intérieur brut. – **Hindustan Times**

## 23 millions

C'est le nombre de personnes confrontées à une grave famine en Afrique de l'Est due à la sécheresse exacerbée par les changements climatiques

– **Oxfam Royaume-Uni**

## 4

C'est le nombre de jours qu'il faudrait à un citoyen britannique moyen pour égaler les émissions de carbone annuelles d'un habitant de la Tanzanie

– **Times Online**

## 60

C'est le nombre des plus grandes villes d'Amérique latine qui devraient être touchées par l'élévation du niveau des mers au cours des 50 prochaines années.

– **Reuters**

## 15,2

C'est le réchauffement potentiel de l'Arctique exprimé en degrés Celsius, d'ici 2100

– **The Met Office, Royaume-Uni**

## 60 %

60 C'est le pourcentage de variétés de plantes des Alpes d'Europe menacées de disparition d'ici à 2100 en raison des changements climatiques. – **Treehugger**

# Assumer ses responsabilités et passer à l'action



HILLARY RODHAM CLINTON  
-----  
Secrétaire d'Etat (Etats-Unis)



Les changements climatiques sont un problème mondial qui menace tous les pays, grands ou petits, riches ou pauvres. C'est une menace sérieuse, urgente et grandissante. Aucune nation ne peut échapper aux conséquences potentielles des changements climatiques – élévation du niveau des mers, ouragans, sécheresses et conflits pour s'approprier des ressources qui s'amenuisent – et aucune ne peut relever ce défi à elle seule. Le moment est venu de mettre en place un mécanisme de coopération internationale et nous devons tous travailler de concert pour remplir nos obligations et saisir les possibilités illimitées d'un avenir d'énergie propre.

Ne nous leurrions pas : la tâche est loin d'être facile. Il s'agit de créer un cadre mondial qui tienne compte des besoins et des responsabilités différenciés des pays développés et des pays en développement.

Les Etats-Unis et d'autres pays qui, de tout temps, ont été les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre ont la responsabilité de montrer la voie à suivre pour réduire notre empreinte carbone et d'assurer un appui financier et technique aux pays en développement qui sont les plus vulnérables et les moins bien préparés pour faire face aux effets sérieux des changements climatiques. Nous devons collaborer pour mettre au point et diffuser des technologies d'énergie propre susceptibles d'aider les pays en développement à brûler les étapes sans passer par les technologies plus sales du passé et à réduire leurs émissions tout en assurant la croissance de leurs économies.

Les grandes nations en développement qui seront à l'origine de la plus grande partie des émissions mondiales de carbone au cours des décennies à venir doivent également jouer leur rôle. Pour que les choses changent, il est indispensable que tous les pays qui sont les plus grands émetteurs agissent ensemble.

Les Etats-Unis assument leurs responsabilités en passant à l'action. L'Administration Obama s'est engagée à intensifier les réductions des émissions de gaz à effet de serre avec un plan qui changera radicalement nos modes de production, de consommation et de conservation de l'énergie et qui, en même temps, déclenchera une multitude de nouveaux investissements et créera des millions d'emplois. Notre pays a fait bien davantage en un an pour investir dans l'énergie propre et réduire ses émissions qu'à toute autre époque de son histoire.

Nous réalisons actuellement des investissements historiques dans les énergies renouvelables dans le but de doubler, en trois ans, la capacité de production d'énergie éolienne et autres sources d'énergie renouvelables. Nous réduisons le gaspillage d'énergie dans nos foyers, nos bâtiments et nos appareils et nous développons une technologie de piégeage du carbone pour nettoyer nos usines de charbon. Nous avons aussi proposé des mesures pour augmenter les économies de carburant et réduire les émissions de tous les nouveaux véhicules, voitures et camions.

Pour compléter les efforts qu'ils déploient au niveau national, les Etats-Unis ont pris des initiatives sans précédent pour engager leurs alliés et partenaires du monde entier dans la lutte contre les changements climatiques. L'Administration Obama est fermement déterminée à forger le consensus international nécessaire pour surmonter cette crise mondiale et à passer outre les divisions anciennes qui, pendant trop longtemps, ont fait obstacle au progrès.

Nous sommes tout à fait conscients des doutes et des difficultés que nous aurons à surmonter pour atteindre cet objectif, en particulier en cette période d'incertitude économique. Mais toute mesure prise pour lutter contre les changements climatiques est un investissement intelligent dans

*«Nous recherchons des accords internationaux qui permettront à toutes les nations de se développer, d'améliorer leur niveau de vie et de sortir leurs peuples de la pauvreté sans mettre en danger la planète.»*

la croissance et la prospérité de demain. Et c'est justement notre objectif : nous recherchons des accords internationaux qui permettront à toutes les nations de se développer, d'améliorer leur niveau de vie et de sortir leurs peuples de la pauvreté sans mettre en danger la planète.

S'attaquer aux changements climatiques, ce n'est pas seulement réduire les émissions de gaz à effet de serre; c'est aussi garantir qu'il sera possible d'instaurer un développement durable à l'avenir. Et le seul moyen d'y parvenir, c'est de développer des énergies propres.

Au début de cette année, j'ai eu une brève vision de cet avenir lorsque j'ai visité la centrale électrique de Taiyang Gong à Beijing, qui produit de l'électricité pour un million de foyers et pour l'ambassade américaine. Sa technologie de pointe, résultat de la collaboration entre General Electric et un certain nombre d'entreprises chinoises, consiste à capter la chaleur qui serait normalement perdue, économisant ainsi de l'argent et réduisant les émissions. Si nous voulons être à la hauteur du grand défi de notre temps; la lutte contre les changements climatiques, il faudra précisément ce genre de partenariat international.

Nous connaissons la voie à suivre. Ce qu'il nous faut maintenant c'est simplement la volonté de nous y engager.

# produits



## Une mode qui allie style et durabilité

Les vêtements et accessoires du styliste finlandais Globe Hope sont travaillés dans des articles déjà existants et fabriqués dans des textiles récupérés auprès de l'armée ou des hôpitaux, d'anciens bleus de travail et divers tissus d'époque. Avec un don pour l'innovation dans la « réutilisation » et le « recyclage », Globe a donné une deuxième vie et un style nouveau à ces vieux tissus. Ses sacs à main sont réalisés dans de la toile à voile et des uniformes de marins; l'étiquette à l'intérieur de chacun indique même quel était le parcours du bateau d'où ils proviennent. Sa gamme de produits comprend également des manteaux en duvet fabriqués dans de vieux sacs de couchage, des robes bain de soleil réalisées dans d'anciennes serviettes à thé en toile de lin, des bourses fabriquées dans des uniformes d'infirmières et des chaussures 3-en-1!

[www.globehope.com/](http://www.globehope.com/)



## Energie hydraulique portable

Le générateur hydroélectrique à cylindre, ou HEB, est un flotteur à eau qui peut produire de l'électricité lorsqu'il est installé sur une rivière ou sur un cours d'eau, indépendamment de la profondeur et de la vitesse d'écoulement de l'eau. Ce générateur est silencieux, léger, facile à transporter et à installer; sa fabrication est rentable et exige une mise de fonds peu importante par kilowatt d'électricité; il n'interrompt pas non plus le débit de la rivière. Le flotteur se compose d'une pièce unique en plastique moulé qui tourne autour d'un axe horizontal et fait tourner deux disques de chaque côté. Ce système de conception particulière présente l'avantage d'une efficacité accrue au fur et à mesure que l'eau coule le long du cylindre. Le HEB a le potentiel nécessaire pour aider beaucoup de gens à exploiter la force des rivières et des cours d'eau tout en ayant un impact minimum sur l'environnement.

[www.hydro-electric-barrel.com/index.html](http://www.hydro-electric-barrel.com/index.html)



## Une lampe bien conçue

La Kast LED Task Light, une lampe de bureau primée, a été fabriquée dans une perspective de durabilité. Elle est à 80 % en aluminium et en acier recyclables, composée de 40 % de matériaux recyclés dont 27 % proviennent du recyclage post-consommation, et elle a un fini poudré garanti 100 % sans solvants. Elle comprend deux groupes LED de 5 watts qui lui donnent une durée de vie moyenne de 100 000 heures, soit dix fois plus que la plupart des lampes fluorescentes compactes. De plus, l'efficacité énergétique des diodes électroluminescentes (LED) est de 25 % supérieure à celle de la technologie comparable des lampes fluorescentes compactes.

[www.details-worktools.com](http://www.details-worktools.com)



## Fini le gaspillage d'énergie

Lorsque des appareils tels que téléviseurs, ordinateurs et stéréos sont mis en position veille, ils consomment jusqu'à 25 % de l'énergie utilisée lorsqu'ils fonctionnent. Chaque ménage a en moyenne jusqu'à une douzaine de gadgets laissés en permanence en veille, consommant ainsi inutilement de l'énergie. Un nouveau dispositif appelé Bye Bye Standby est un moyen pratique pour éteindre jusqu'à 12 appareils en appuyant simplement sur un bouton: il suffit de brancher le Bye Bye Standby dans une prise murale, puis d'y raccorder l'appareil ou la rallonge. Ensuite, lorsque vous quittez la pièce, vous pouvez éteindre chacun de vos appareils séparément ou tous ensemble au moyen d'une télécommande.

[www.byebystandby.com/homeindex.php](http://www.byebystandby.com/homeindex.php)



## Élémentaire, mon cher Wattson!

Wattson est le dernier cri dans le monde du gadget pour vous dire combien vous consommez d'électricité. Il devient bleu lorsque vous utilisez moins d'électricité que la normale, pourpre pour une quantité moyenne et vire au rouge lorsque vous en consommez beaucoup. Il vous indique également à combien se montera votre facture annuelle d'électricité sur la base de ce que vous utilisez à tout moment. Il ressort des études qui ont été faites que les dispositifs de contrôle de l'électricité peuvent permettre aux ménages d'économiser jusqu'à 25 % sur leurs factures annuelles d'électricité – bien entendu sans parler des réductions de CO<sub>2</sub> qui vont de pair.

[www.diykyoto.co.uk](http://www.diykyoto.co.uk)



## Un chargeur solaire à emporter partout

Idéal pour ceux qui aiment l'aventure et souhaitent voyager léger, le Solarroll est un panneau solaire très adaptable. Léger, souple, durable et étanche, le Solarroll peut être utilisé pour recharger un téléphone portable, un lecteur MP3 ou une caméra numérique. Il existe en trois modèles et trois puissances différentes: 4,5; 9; et 14 watts; vous pouvez donc choisir celui qui répond le mieux à vos besoins. Le Solarroll peut même charger une batterie de voiture!

<http://www.brunton.com/>



# UN MOMENT DÉCISIF



YVO DE BOER

.....  
Secrétaire exécutif de  
la Convention-cadre  
des Nations Unies sur  
les changements climatiques

La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Copenhague sera le moment historique où l'humanité aura l'occasion de se montrer à la hauteur de la situation et de s'attaquer de façon décisive aux changements climatiques. Il ne fait absolument aucun doute que les émissions de gaz à effet de serre doivent être radicalement réduites si l'on veut éviter que le monde ne sombre dans un chaos climatique.

Des preuves scientifiques accablantes – comme le précise le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) – montrent que les changements climatiques compromettent la croissance économique et la prospérité à long terme ainsi que la survie même des populations les plus vulnérables. Selon les projections du GIEC, si les émissions continuent à augmenter au rythme actuel et si elles doublent par rapport à leur niveau de l'ère pré-industrielle, la planète se verra confrontée à une hausse moyenne des températures de 3°C environ au cours du siècle. Les conséquences d'un tel scénario sont sérieuses : élévation du niveau des mers, changements de saison des cultures, fréquence accrue et plus forte intensité des phénomènes météorologiques extrêmes telles que tempêtes, inondations et sécheresses.

Il ne manque pas de motifs économiques convaincants pour pousser la communauté internationale à réagir avec vigueur et pour l'amener rapidement à s'engager dans la voie de sociétés à faible intensité de carbone. Le GIEC affirme clairement que le coût de l'inaction serait infiniment plus élevé que celui de l'action. D'après le rapport mondial sur l'énergie pour 2009 de l'Agence internationale de l'énergie, chaque année où la communauté internationale remet à plus tard un accord global accroît de 500 milliards de dollars environ les investissements qui seront nécessaires entre 2010 et 2020 dans le secteur de l'énergie. Beaucoup de pays sont à la recherche des opportunités que peut offrir une économie à faible intensité de carbone. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement estime que le marché mondial des produits et services environnementaux devrait doubler, passant de 1,4 trillion à l'heure actuelle à 2,7 trillions de dollars d'ici à 2020, créant des millions de nouveaux emplois verts au niveau mondial.

Alors, qu'attend-on du processus des Nations Unies sur les changements climatiques? En 2007 à Bali, les 192 Etats Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont pris l'engagement de



lancer des négociations en vue de renforcer leur action et d'aboutir, à la fin de 2009, à un accord ambitieux qui devrait entrer en vigueur avant janvier 2013. Je suis convaincu qu'un tel accord sera conclu à Copenhague en décembre, même s'il n'est guère possible qu'un traité juridique à part entière émerge de la réunion.

La raison pour laquelle je suis confiant qu'il en sera ainsi est que, à l'occasion du Sommet sur les changements climatiques organisé à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU à New York en septembre, plus de 100 dirigeants du monde entier ont déclaré qu'ils étaient déterminés à sceller un accord global, ambitieux et équitable sur les changements climatiques à Copenhague, cette année. Ils ont aussi pris l'engagement de donner aux négociateurs les orientations nécessaires et ils ont également réclamé un accord qui soit clair sur cinq éléments politiques essentiels.

Le premier est un renforcement des mesures susceptibles d'aider les plus vulnérables et les plus démunis à s'adapter aux conséquences des changements climatiques. Les dirigeants ont souligné le fait que les changements climatiques menacent de compromettre la viabilité économique, le développement social et même l'intégrité territoriale. Plus de 100 des Parties à la Convention-

cadre des Nations Unies sur les changements climatiques sont des pays parmi les moins avancés, qui contribuent le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre et qui seront cependant les plus touchés.

Le deuxième est un ensemble d'objectifs ambitieux, juridiquement contraignants, de réduction des émissions par les pays industrialisés. Sans cela, la communauté internationale ne prendra pas les mesures nécessaires pour s'attaquer aux changements climatiques et les pays en développement ne seront pas persuadés que les pays industrialisés ont vraiment la volonté de prendre l'initiative de résoudre le problème dont ils sont la cause.

Dans le cas du scénario le plus rigoureux du GIEC – qui stabiliserait les hausses de température autour de 2 à 2,4°C de plus par rapport aux niveaux de l'ère pré-industrielle – il faudrait réduire les émissions dans le monde entier de 50 % au moins d'ici à 2050. Pour que cela soit possible, les émissions des pays industrialisés devraient baisser, d'ici à 2020, de 25 à 40 % par rapport à leurs niveaux de 1990 et les pays en développement devraient plafonner leurs émissions au cours des 10 à 15 prochaines années. Toute solution globale aux changements climatiques, y compris les objectifs à moyen terme, doit prendre ces chiffres en compte.



Le troisième élément attendu de Copenhague est de savoir dans quelle mesure les grands pays en développement seront capables de prendre des mesures d'atténuation appropriées au niveau national en sus de ce qu'ils font déjà. Il sera très difficile pour beaucoup de pays industrialisés, en particulier les États-Unis, de conclure un accord s'ils ne voient pas que ces pays sont eux aussi prêts à aller plus loin.

Un certain nombre de pays en développement – la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud par exemple – ont déjà élaboré des stratégies nationales sur le climat ou l'énergie qui montrent jusqu'où, dans la limite de leurs réalités économiques, ils se sentent capables d'aller pour affronter ce problème. Beaucoup de pays en développement ont avancé des idées au sujet des mesures d'atténuation supplémentaires qu'ils pourraient prendre à l'échelon national.

Le quatrième élément essentiel concerne le financement. L'ampleur des mesures que prendront les pays en développement dépendra largement de l'aide financière et des technologies propres qui leur seront effectivement fournies dans le cadre de la coopération internationale. Il ne doit pas y avoir d'ambiguïté quant aux ressources financières qui devront être dégagées pour aider les pays en développement à la fois à maîtriser l'augmentation

de leurs émissions et à s'adapter aux effets des changements climatiques. Il est tout à fait évident que les coûts de l'adaptation et de l'atténuation augmenteront à l'avenir et que les fonds publics ne pourront servir qu'à lancer le processus et à ouvrir la voie. L'essentiel est que des mécanismes soient mis en place pour que le financement des secteurs public et privé puisse augmenter sensiblement avec le temps afin qu'il ne soit pas nécessaire de renégocier chaque année le financement des interventions concernant le climat dans le monde en développement. Dans le cadre des négociations, il y a d'ailleurs généralement accord sur le fait qu'un appui doit être apporté avant tout aux pays les plus pauvres, qui sont les plus vulnérables aux changements climatiques bien qu'ils en soient les moins responsables.

Le cinquième élément politique essentiel est un réexamen de la structure de gouvernance prévue dans la Convention. En effet, une bonne partie des moyens de financement actuellement disponibles n'est pas parvenue aux pays en développement d'une manière jugée efficace ou bénéfique. Pour que des ressources financières importantes soient dégagées à des fins d'atténuation et d'adaptation, les pays en développement devront avoir leur mot à dire quant à la façon

*«Le premier est un renforcement des mesures susceptibles d'aider les plus vulnérables et les plus démunis à s'adapter aux conséquences des changements climatiques.»*

dont les fonds seront être alloués et dépensés.

Les négociations feront apparaître beaucoup de préoccupations importantes. Mais, en tout état de cause, il faudra que les choses soient claires dans ces cinq domaines essentiels pour assurer le succès de la Conférence de Copenhague. L'importance de cette conférence pour l'avenir du monde ne saurait être sous-estimée. Un accord à Copenhague est la condition sine qua non pour empêcher les changements climatiques d'échapper à tout contrôle, pour assurer le passage à une croissance économique mondiale verte et, ce qui est plus urgent encore, pour aider le monde, en particulier les pays les plus vulnérables, à s'adapter à des conséquences qui sont désormais inévitables.

# prix et événements

## PRIX SASAKAWA DU PNUÉ

Cette année, alors que les dirigeants du monde se réunissent pour la plus importante conférence sur le climat depuis 1997, le Prix Sasakawa s'est, de manière appropriée, donné pour thème « Des solutions vertes pour lutter contre les changements climatiques ». Récompensant les efforts méritoires dans le domaine du développement durable, ce prix, d'une valeur de 200 000 dollars, est destiné à permettre le développement et la transposition des initiatives novatrices des lauréats.

Le Prix 2009-2010 sera remis en février, lors de la réunion du Conseil d'administration du PNUÉ.

[www.unep.org/sasakawa](http://www.unep.org/sasakawa)



## CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

C'est à Copenhague que se tiendra du 7 au 18 décembre 2009 la quinzième session de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, au cours de laquelle les représentants de 193 Etats Parties tenteront de sceller un accord équitable, détaillé et scientifiquement rigoureux portant sur le climat pour l'après-2012. De nombreuses manifestations parallèles à caractère environnemental et commercial sont prévues, dont une installation de l'Organisation des Nations Unies sur le thème « Scellons l'accord » au magasin Metro Square,

où des centaines de bannières en tissu faisant partie de la Pétition historique sur le climat seront exposées du 5 au 19 décembre.

Signez la Pétition sur le climat et suivez la campagne sur le site [www.sealthedeal2009.org](http://www.sealthedeal2009.org)



## CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PNUÉ

La onzième session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUÉ/Forum ministériel mondial sur l'environnement aura lieu du 21 au 26 février 2010. La réunion, dont le thème global sera « L'environnement dans le système multilatéral », se penchera sur trois aspects de ce dernier correspondant à des points essentiels de l'ordre du jour international, à savoir la gouvernance internationale de l'environnement et le développement durable, l'économie verte, et la biodiversité et les écosystèmes. Outre des ministres et chefs d'institutions de l'Organisation des Nations Unies, elle accueillera des dirigeants syndicaux et des représentants de la société civile et du monde des affaires.

[www.unep.org](http://www.unep.org)

**ONZIÈME  
SESSION  
EXTRAORDINAIRE DU  
CONSEIL  
D'ADMINISTRATION/  
FORUM MINISTÉRIEL  
MONDIAL SUR  
L'ENVIRONNEMENT**

## 2010 ANNÉE INTERNATIONALE DE LA BIODIVERSITÉ

L'Année internationale de la biodiversité 2010 sera lancée à Paris le 21 janvier prochain. C'est, pour le monde entier, une occasion de reconnaître l'importance de la diversité biologique pour la vie sur Terre, de réfléchir à ce que nous avons fait pour la sauvegarder et de nous concentrer sur la nécessité de réduire d'urgence le taux de perte de biodiversité. Dans le cadre des activités entreprises dans le monde pendant l'Année internationale de la biodiversité et au-delà, la communauté mondiale collaborera pour nous assurer à tous un avenir durable.

[www.cbd.int/2010](http://www.cbd.int/2010)



## JOURNÉE D'ACTION INTERNATIONALE POUR LE CLIMAT



Le 24 octobre, plus de 5 200 manifestations ont eu lieu dans 181 pays du monde entier, dans le cadre d'une des plus importantes journées d'action environnementale de l'histoire de la planète, pour réclamer des mesures énergiques et un leadership audacieux face à la crise climatique. Pendant cette journée d'action internationale pour le climat qui a été organisée par la campagne 350 sur le réchauffement de la planète, le chiffre 350 – allusion à la concentration de CO<sub>2</sub> en parties par million, qui correspond selon les scientifiques au maximum admissible pour l'atmosphère – a été clairement affiché dans les manifestations communautaires de presque tous les pays.

[www.350.org](http://www.350.org)



## HÉROS DE L'ENVIRONNEMENT 2009



De la sauvegarde de tumultueuses rivières de montagne en Chine à la mesure de l'étendue glacée de l'Arctique, de la protection des forêts luxuriantes d'Afrique à la conduite d'un débat animé en ligne, les héros de l'environnement de Time Magazine pour 2009 font partie des plus novateurs et des plus influents parmi les protecteurs de la planète. Cette année, Time a récompensé 30 héros qui ont été une source d'inspiration pour les mesures à prendre afin de changer le cours des choses. Qu'il s'agisse de membres ordinaires de communautés ou de célébrités internationales, les héros 2009 sont des hommes et des femmes qui prouvent que nous pouvons tous changer le monde.

[www.time.com/time](http://www.time.com/time)



TASNEEM ESSOP

Défenseur d'une politique internationale du climat pour le WWF Afrique du Sud et ancien Ministre de l'environnement, de la planification et du développement économique, province du Cap

# N'oubliez pas les pauvres



*«L'Afrique  
doit trouver  
sa propre voie.  
Elle peut  
simultanément faire  
face à la double crise  
de  
la pauvreté et  
du changement climatique  
en  
construisant une société  
et une économie à  
faibles émissions  
de carbone  
et résistantes au climat.»*



Le changement climatique a un impact sur la pauvreté. Ce sont les plus pauvres du monde qui sont les plus vulnérables à ses effets et qui seront le plus durement touchés – et pourtant ils n'en sont pas responsables. Les solutions adoptées au niveau mondial doivent donc être favorables aux pauvres.

Près de 2 milliards d'êtres humains vivent dans la misère. Rien qu'en Afrique subsaharienne, 314 millions de personnes – une sur deux – vivent avec moins de un dollar par jour. Un tiers de la population de l'Afrique souffre de malnutrition, moins de la moitié a accès à des soins de santé et plus de 300 millions ne peuvent avoir de l'eau potable. Moins d'un quart des ménages africains est raccordé au réseau électrique. Les changements climatiques vont aggraver la pauvreté et la vulnérabilité, en particulier dans les pays fortement tributaires des ressources naturelles.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat affirme que les risques pour l'Afrique sont sérieux. Il est probable que les rendements agricoles diminueront de 50 % d'ici à 2050, que 75 à 250 millions de personnes seront exposées à un stress hydrique accru, que quelque 70 millions de personnes seront confrontées au risque d'inondation des zones côtières à cause de l'élévation du niveau des mers d'ici à

2080 et que les problèmes de santé s'aggraveront sensiblement. Les groupes les plus vulnérables, à savoir les pauvres et en particulier les femmes seront les plus touchés.

Les communautés africaines rurales et côtières sont fortement tributaires des ressources naturelles pour assurer leur subsistance; or celles-ci seront menacées par les changements climatiques. L'agriculture et la pêche, qui en sont déjà au stade de la survie dans bien des régions du continent africain, seront encore moins viables. Des changements même mineurs dans le régime des pluies et la gravité accrue des sécheresses et des inondations mettent en péril la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

Les villes africaines s'étendent rapidement. La population urbaine a décuplé, passant de 30,7 millions à 309,6 millions entre 1950 et 2000 : d'ici à 2025, plus de la moitié de la population du continent vivra dans des villes ou des agglomérations urbaines.

L'exode rural est surtout motivé par l'espoir de survie, et donc les effets toujours plus importants des changements climatiques qui se font sentir dans les zones rurales vont

sans aucun doute augmenter le nombre de migrants. Les citoyens pauvres vivent en général dans des établissements informels, avec des possibilités limitées d'accès à de l'eau propre, à un logement décent et à l'électricité. Les habitations de fortune sont situées bien souvent dans les zones environnementalement les plus dégradées et les moins sûres, particulièrement sujettes à des inondations fréquentes, à la propagation des maladies et, dans certaines régions, aux incendies.

Le changement climatique est donc une question économique et humanitaire, autant qu'une crise environnementale. Aussi les pays d'Afrique ont-ils raison de demander aux pays développés de montrer l'exemple en réduisant radicalement leurs émissions nationales et en fournissant un appui financier, technologique et logistique aux pays en développement pour qu'ils résistent mieux au climat pour qu'ils puissent eux aussi, prendre des mesures pour réduire leurs émissions. Les pays en développement estiment que les pays développés devraient porter la responsabilité du réchauffement mondial auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, qu'ils ont le droit de se développer, et que le partage de ce qui reste d'espace atmosphérique devrait le permettre.



Cependant, alors que les pays développés doivent prendre l'initiative pour assurer le passage à un avenir à faibles émissions, il est crucial pour les pays en développement – ceux d'Afrique en particulier – de ne pas rester à la traîne. Il ne faudrait pas que les dirigeants et les décideurs africains croient que le modèle actuel prédominant de croissance économique du monde développé leur est indispensable pour résoudre les problèmes de développement de leurs pays. Nous devrions tirer les leçons des échecs du système économique actuel, qui a creusé le fossé entre riches et pauvres dans le monde entier et mis la planète et ses peuples en danger du fait de modes de consommation et de production non viables; la solution ne réside ni dans le mimétisme, ni dans l'attentisme. Il est faux de croire que la protection du climat va à l'encontre de la croissance économique. L'environnement et l'économie vont de pair.

L'Afrique doit trouver sa propre voie. Elle peut simultanément faire face à la double crise de la pauvreté et du changement climatique en construisant une société et une économie à faibles émissions de carbone et résistantes au climat, donnant la primauté aux populations et à la planète, favorisant la croissance

et le développement durables, et visant à éliminer la pauvreté et remédier aux inégalités. Investir dans les énergies renouvelables, par exemple, non seulement donnerait accès à de l'électricité propre mais aussi créerait des emplois, offrirait des débouchés commerciaux et améliorerait la qualité de vie de chacun. Au niveau local, l'autonomisation des communautés et le renforcement des économies seraient des priorités absolues tandis que l'exploitation des savoirs autochtones, particulièrement riches en Afrique, constituerait une bonne base de départ pour la promotion de pratiques agricoles durables.

Tous les pays en développement, y compris les moins avancés, doivent planifier cette transition. Nous devons veiller à ce qu'ils participent tous à l'économie verte de demain et en profitent. Il est vital que les pays les moins avancés devancent cette transition et ne restent pas pris au piège de leur pauvreté actuelle.

Les pays africains ont très justement fait de l'adaptation aux changements climatiques une priorité; mais nous avons aussi une occasion unique de mettre sur pied un nouveau programme, d'assurer le leadership, de faire la démonstration d'une

approche différente de la croissance et du développement, et d'évaluer et mesurer les progrès d'une autre manière que par rapport au seul produit intérieur brut. Un passage juste à une économie à faibles émissions jetterait les bases nécessaires pour qu'il en soit ainsi. L'avenir est notre responsabilité à tous, même si historiquement les pays développés ont la responsabilité de ce leadership. La présente génération a la responsabilité morale et éthique de prendre des décisions propres à garantir la survie des générations futures. L'Afrique doit y participer : si nous ne pouvons faire entendre la voix des pauvres et des groupes vulnérables et agir en leur nom, qui d'autre le fera?

Si un nouvel accord juste, ambitieux et contraignant sur le climat n'est pas conclu, les plus démunis du monde, en particulier en Afrique, seront ceux qui souffriront le plus. Les puissants ne doivent jamais oublier cela lorsqu'ils concluent des accords. Comme le dit un proverbe africain : « Lorsque les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre ». Récemment un diplomate zambien a fait une remarque intéressante : « C'est la même chose lorsque les éléphants font l'amour », a-t-il dit, « c'est toujours l'herbe qui souffre ». Lorsque les dirigeants du monde parviendront à un accord, ils devraient se souvenir de l'herbe.



DURWOOD ZAEKE

Président de l'Institut pour  
la gouvernance et  
le développement durable

# La moitié négligée du problème

Les changements climatiques se produisent plus rapidement que les plus éminents scientifiques ne le pensaient il y a quelques années seulement. Le système climatique se rapproche dangereusement des extrêmes de température susceptibles d'entraîner des changements abrupts et irréversibles, si ce n'est déjà fait.

C'est le cas par exemple de la fonte de la mer de glace qui disparaît déjà rapidement pendant l'été arctique. Lorsqu'elle disparaît, elle est remplacée par des eaux plus sombres qui absorbent plus de chaleur et accélèrent ainsi le réchauffement. Une autre situation dramatique est celle de la fonte des glaciers himalayens et tibétains qui alimentent les grands fleuves de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et du reste de la région.

La Terre se rapproche dangereusement de ces points de non retour et d'autres encore, et aucun signe de ralentissement n'est perceptible. Les mesures d'atténuation envisagées par les grands pays restent bien loin de ce qu'il faudrait faire pour éviter des changements abrupts et irréversibles du climat.

Mais il y a aussi quelques bonnes nouvelles, à commencer par le fait que le CO<sub>2</sub> provenant des combustibles fossiles et du déboisement n'est responsable que de la moitié environ du

*«Une  
combinaison  
de  
stratégies d'atténuation  
autres que celles axées sur le  
CO<sub>2</sub> peut donc permettre d'éviter le  
risque croissant de changements abrupts  
et irréversibles du climat.»*

réchauffement de la planète d'origine humaine, bien que les décideurs lui aient accordé la plus grande attention dans leurs délibérations sur la lutte contre le changement climatique.

Bien sûr, il est indispensable de s'attaquer de façon dynamique à la réduction de la pollution due au CO<sub>2</sub> pour avoir un régime climatique sûr, mais cela ne suffit pas. A vrai dire, non seulement c'est à peine la moitié du problème, mais c'est aussi la moitié qui évolue lentement. Les émissions de dioxyde de carbone restent dans l'atmosphère pendant des centaines, voire des milliers d'années; aussi leur diminution n'aura pas d'effet de refroidissement avant au moins mille ans. Certes, il nous faut réduire le CO<sub>2</sub> de 100 % d'ici le milieu du siècle, mais il nous faut aussi faire davantage.

C'est là qu'intervient l'autre moitié du réchauffement de la planète dont l'homme est responsable – les effets des aérosols et autres gaz, ignorés dans une large mesure par les décideurs. C'est la moitié qui évolue rapidement, sur laquelle il est possible d'exercer un effet de refroidissement, en quelques jours ou en quelques décennies, celle aussi à laquelle il est sans doute plus facilement possible d'apporter rapidement une solution à court terme. Elle mérite de retenir d'urgence l'attention des décideurs. On sait déjà beaucoup de choses sur

la manière de réduire ces polluants et, bien souvent, il existe déjà des lois pour en réglementer l'utilisation, et ils pourraient retarder le réchauffement d'environ 40 ans.

Une combinaison de stratégies d'atténuation autres que celles axées sur le CO<sub>2</sub> peut donc permettre d'éviter le risque croissant de changements abrupts et irréversibles du climat. Quatre stratégies d'intervention rapide de ce genre font l'objet d'un article récent du lauréat du Prix Nobel, Mario Molina, et de ses collègues, dans le compte-rendu de l'Académie nationale des sciences : réduction des hydrofluorocarbones (HFC), du carbone noir et de l'ozone troposphérique, et expansion de la bio-séquestration grâce au biocharbon.

Du fait de l'augmentation rapide de la production de HFC – produits de synthèse utilisés pour la climatisation, la réfrigération et la fabrication de mousses – ceux-ci contribueront considérablement au changement climatique et seront responsables d'environ 10 % du réchauffement d'ici à 2050. Mario Molina et ses collègues font remarquer que le Protocole de Montréal, qui a pour but de protéger la couche d'ozone, est prêt à éliminer progressivement les HFC, qu'il est disposé à le faire et qu'il en est capable, tout comme il l'a fait pour 96 autres substances chimiques; ce processus a

déjà eu pour résultat une atténuation des effets des changements climatiques correspondant à 135 milliards de tonnes nettes d'équivalent-CO<sub>2</sub>, ce qui a retardé l'altération du climat de 7 à 12 ans.

Ils relèvent également qu'il existe déjà de nombreuses solutions de remplacement des HFC qui attendent seulement que soient pris les mesures d'incitation et les textes réglementaires appropriés. De fait, la pression politique penche en faveur de l'élimination progressive de leur production et de leur consommation dans le cadre du Protocole de Montréal. Les petits Etats insulaires de Micronésie et Maurice en ont fait la proposition en avril dernier. Par ailleurs, les Etats-Unis, le Canada et le Mexique ont présenté une proposition similaire dans le cadre d'un effort conjoint sans précédent annoncé par le Président Obama, le Président Calderón et le Premier Ministre Harper.

Le carbone noir est un autre élément responsable du changement climatique à court terme. Résultant essentiellement de la combustion incomplète des carburants fossiles, en particulier dans les véhicules à gazole, et du brûlage de la biomasse pour chauffer et cuisiner dans les pays en développement, il contribue à hauteur de 25 % au réchauffement total et une bonne partie de la fonte des neiges et des glaces de l'Arctique et de l'Himalaya tibétain lui est imputable. Il est possible de le réduire considérablement en utilisant des filtres pour particules de gazole

et des fours solaires ou autres méthodes de brûlage de la biomasse plus propres.

L'ozone troposphérique (smog au niveau du sol) contribue à hauteur de 10 % au réchauffement; il est formé d'un certain nombre de gaz « précurseurs de l'ozone » tels que le monoxyde de carbone, les oxydes d'azote, le méthane et autres hydrocarbures. Il est possible d'atténuer les effets de ces gaz en améliorant l'efficacité des procédés industriels qui produisent la plus grande partie de ces gaz précurseurs.

Il serait bon de réduire le carbone noir et l'ozone troposphérique tant pour la santé publique et la sécurité alimentaire que pour le climat. Tous deux sont des polluants importants nuisibles pour la santé. Le carbone noir est largement responsable du 1,6 million de décès dans le monde dus à la pollution de l'air à l'intérieur. L'ozone tue aussi et, selon une étude récente, il cause chaque année de 14 à 26 milliards de dollars de dommages aux récoltes.

Le biocharbon offre une stratégie inédite pour réduire les concentrations de CO<sub>2</sub> existantes. Ce produit affiné du charbon de bois est obtenu par pyrolyse de biomasse végétale avec un peu d'oxygène, ce qui donne une forme de carbone stable qui peut être enterré dans le sol où il reste – et constitue un engrais précieux – pendant des centaines, voire des milliers d'années. La transformation des déchets agricoles en biocharbon pourrait permettre d'économiser plus de 3 milliards de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> par an d'ici à 2040. Dans le cas de figure le plus dynamique, qui utiliserait également la biomasse tirée des plantations ainsi que les déchets, il pourrait s'agir de 20 à 35 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

Ces stratégies d'atténuation à effet rapide sont gagnantes pour les pays développés comme pour ceux en développement. Beaucoup peuvent être mises en œuvre de suite avec les technologies disponibles, pour un prix relativement bas et sans qu'un nouvel accord mondial soit nécessaire. Bien que le temps presse, nous pouvons encore sauver la planète si nous agissons d'urgence sur les deux moitiés du problème : le CO<sub>2</sub> et l'autre.

*« Ces stratégies d'atténuation à effet rapide sont gagnantes pour les pays développés comme pour ceux en développement. Beaucoup peuvent être mises en œuvre de suite avec les technologies disponibles, pour un prix relativement bas et sans qu'un nouvel accord mondial soit nécessaire. »*



## les changements climatiques : Liens utiles

Vous trouverez sur cette page des liens avec des sites Internet de gouvernements, d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales, d'entreprises, de médias et d'autres groupes du monde entier pour vous aider dans vos recherches sur des questions concernant le domaine le changement climatique. Nous avons compilé ces liens sur la base de l'étude que nous avons faite de l'énorme quantité d'informations disponibles sur l'Internet afin de vous faciliter la tâche et vous permettre de trouver les sources les plus appropriées pour vos travaux. Il est bien évident, cependant, que **Notre Planète** ne fait pas siens les points de vue des groupes dont le site est mentionné et ne peut garantir que les informations affichées sur ces sites sont correctes. Nous espérons par contre vous offrir un large éventail d'avis et de points de vue.

### www.unep.org

Site Internet sur les changements climatiques

[www.unep.org/climatechange/](http://www.unep.org/climatechange/)

C'est la page d'accueil du PNUE pour les changements climatiques, l'un de nos six domaines prioritaires. Elle contient un grand nombre d'informations sur le programme du PNUE concernant les changements climatiques ainsi que des renseignements utiles dans divers domaines (science, politiques, publications, campagnes, nouvelles et événements).

Scellons l'accord

[www.sealthedeal2009.org/](http://www.sealthedeal2009.org/)

La Campagne des Nations Unies « Scellons l'accord » a pour but de galvaniser la volonté politique et le grand public afin de parvenir à un large accord mondial sur le climat, à Copenhague en décembre prochain.

S'unir face au changement climatique

[www.unep.org/unite/](http://www.unep.org/unite/)

Ce site Internet de la campagne des Nations Unies encourage la société civile et les communautés du monde entier à s'unir pour agir dès maintenant contre les changements climatiques.

Réseau pour un climat neutre – CN Net

[www.unep.org/climateneutral/](http://www.unep.org/climateneutral/)

Il s'agit d'une initiative du PNUE visant à promouvoir l'action et la participation universelles afin de parvenir à une société à faible intensité de carbone, puis à un climat neutre.

ONU-REDD

[www.un-redd.org/](http://www.un-redd.org/)

Le Programme ONU-REDD – réduction des émissions liées au déboisement et à la

dégradation des forêts dans les pays en développement – vise à attribuer une valeur monétaire au carbone stocké dans les forêts, offrant ainsi des mesures d'incitation aux pays en développement pour les amener à réduire leurs émissions provenant de terres boisées.

Planter pour la planète : Campagne pour un milliard d'arbres

[www.unep.org/billiontreecampaign/](http://www.unep.org/billiontreecampaign/)

Tous (particuliers, communautés, organisations, entrepreneurs et industriels, société civile et gouvernements) sont encouragés à planter des arbres et à afficher sur ce site Internet le nombre d'arbres qu'ils s'engagent à planter. Cette campagne a pour but la plantation d'au moins un milliard d'arbres, chaque année, dans le monde.

Centre de recherche du PNUE sur l'énergie, le climat et le développement durable

<http://uneprioso.org/>

Ce centre aide le PNUE à assurer la prise en compte de l'environnement et du développement dans la planification et les politiques énergétiques mondiales.

Site Internet sur l'énergie

[www.unep.org/themes/energy/?page=home](http://www.unep.org/themes/energy/?page=home)

Informations sur les principales activités entreprises par le PNUE pour faire face aux conséquences de la production d'énergie et de son utilisation pour l'environnement, aux niveaux mondial et régional.

## Action

S'unir pour le climat

<http://uniteforclimate.org/>

Ce site permet d'accéder au monde des jeunes agissant sur les changements climatiques. Voyez comment les jeunes réagissent aux changements climatiques, apprenez à connaître leurs expériences et associez-vous à des campagnes dans le monde entier.

Time for Climate Justice

[www.tckctck.org](http://www.tckctck.org)

Ce site Internet a été lancé par une alliance impressionnante d'organisations non gouvernementales qui se sont donné le nom de Campagne mondiale pour une action en faveur du climat.

YOU Control Climate Change

[www.climatechange.eu.com](http://www.climatechange.eu.com)

Ce site Internet de la Commission européenne donne des informations sur les changements climatiques en 21 langues, y compris des conseils sur les possibilités qu'ont les particuliers de les maîtriser.

Global Action Plan

[www.globalactionplan.org.uk](http://www.globalactionplan.org.uk)

Cette association philanthropique environnementale du Royaume-Uni aide les ménages, les travailleurs, les écoliers et la communauté au sens large à réduire leur empreinte carbone.

Portail de l'action du système des Nations Unies sur les changements climatiques

[www.un.org/french/climatechange/](http://www.un.org/french/climatechange/)

Cette page renvoie à de nombreuses informations concernant les Nations Unies et les changements climatiques ainsi qu'à de nombreux partenaires des Nations Unies dans le domaine des changements climatiques.

Organisation mondiale du tourisme

[www.unwto.org/climate/index.php](http://www.unwto.org/climate/index.php)

Le site de cette institution spécialisée des Nations Unies est consacré aux changements climatiques et au tourisme.

CCNUCC – Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

[www.unfccc.int](http://www.unfccc.int)

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est un traité international prévoyant des mesures visant à contenir le réchauffement de la planète et faire face à la hausse des températures. Le Protocole de Kyoto est un complément à ce traité. Le site Internet contient de nombreuses ressources – pour les débutants comme pour les experts – relatives aux changements climatiques et à la CCNUCC.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

[www.ipcc.ch/](http://www.ipcc.ch/)

Le GIEC fait autorité pour tout ce qui concerne l'évaluation des changements climatiques. Il donne une vue scientifiquement claire de l'évolution du climat et de ses conséquences socio-économiques et environnementales possibles.

Organisation météorologique mondiale (OMM)

[www.wmo.int/pages/about/index\\_en.html](http://www.wmo.int/pages/about/index_en.html)

L'OMM est l'autorité du système des Nations Unies en ce qui concerne l'état et le comportement de l'atmosphère terrestre.



# ZHOU XUN

Elle est peut-être l'une des actrices les plus aimées du pays le plus peuplé de la planète mais Zhou Xun ne s'en implique pas moins dans l'action écologique populaire directe.

*« Pour 200 km de déplacement en voiture, elle plante trois arbres. De plus, elle s'est engagée à planter 238 arbres pour compenser les 149 483 km qu'elle a parcourus en avion l'année dernière. »*

Elle aime à rappeler comment, à deux reprises, elle a invectivé des inconnus qu'elle avait surpris en train de jeter des ordures par les fenêtres de leurs voitures. Nul ne sait comment ils avaient réagi après avoir été vertement réprimandés par l'un des visages les plus connus du pays, mais il est fort probable qu'ils n'ont pas oublié la leçon.

Zhou, qui consacre désormais une bonne partie de son temps à encourager ses congénères à réduire leur empreinte carbone en simplifiant leur mode de vie, est convaincue qu'il faut donner l'exemple. Après sa nomination comme Ambassadrice itinérante du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), elle a fait sensation en promettant de ne plus prendre de bains et de ne plus porter de fourrures. Mais elle n'en reste pas là.

« Si les lumières sont allumées, je les éteins », a-t-elle dit à Notre Planète. « J'utilise peu d'eau pour me laver le visage ou me brosser les dents. J'éponge mes cheveux avec une serviette avant d'utiliser un séchoir. Cela n'a peut-être l'air de rien mais toute économie d'énergie, aussi petite soit-elle, compte. Et les possibilités d'en faire sont illimitées ».

Elle emporte partout avec elle ses baguettes, ses bols et ses sacs à provisions et raconte comment, pendant le tournage de son dernier film, elle a insisté pour que toute l'équipe renonce aussi aux articles jetables. Elle affirme qu'elle se déplace désormais à pied ou en bicyclette chaque fois qu'elle le peut au lieu d'utiliser sa voiture que, si elle est contrainte de l'utiliser, elle s'efforce d'en compenser les émissions.

Pour 200 km de déplacement en voiture, elle plante trois arbres. De plus, elle s'est engagée à planter 238 arbres pour compenser les 149 483 km qu'elle a parcourus en avion l'année dernière. Mais devrait-elle vraiment prendre l'avion? « Il m'est très difficile de ne pas le faire parce que mon emploi du temps est extrêmement chargé », répond-elle. « Aujourd'hui je suis à Beijing, demain je serai à Shanghai et, ensuite, je dois aller à Hong Kong ».

Agée de 35 ans et fille d'un projectionniste de Quzhou, ville de près de 2 millions d'habitants située au sud-ouest de Shanghai, Zhou est devenue l'actrice la plus primée du pays avec les sept prix qui lui ont été décernés pour la meilleure actrice ou le meilleur second rôle féminin. Elle dit

s'intéresser à l'environnement depuis longtemps, mais que c'est le film d'Al Gore, Une vérité qui dérange, qui lui a ouvert les yeux sur la gravité de la crise, puis Live Earth, une série de concerts qui a débuté en juillet 2007 pour attirer l'attention sur les changements climatiques.

« La dégradation de l'environnement, c'est comme une maladie incurable », dit-elle. « Mais, pour la plupart des gens, les problèmes environnementaux et le réchauffement de la planète sont très éloignés de leur train-train quotidien. Pourtant, personne ne souhaite laisser à ses enfants un monde où il y aurait moins d'arbres et où le débit des fleuves serait plus imprévisible. Alors, pourquoi attendre les bras croisés que les autres fassent quelque chose? »

Zhou consacre beaucoup de son temps à donner des conseils pour un mode de vie écologique, dans le cadre de Our Part, une campagne qu'elle mène conjointement avec le PNUD. Ses conseils : utiliser moins d'eau; ne pas laisser les ordinateurs en mode veille et éteindre les lumières; porter des vêtements en coton organique (actuellement très à la mode); acheter des produits écologiques autant que possible; et considérer les sacs réutilisables comme son meilleur ami ».

Zhou, qui sera Ambassadrice verte pour l'exposition mondiale de Shanghai l'année prochaine, fait remarquer que « si chaque famille qui possède une voiture en Chine l'utilisait seulement 200 km de moins par an, les émissions de dioxyde de carbone diminueraient de 460 000 tonnes » et elle ajoute : « Avec 300 millions de téléviseurs et 500 millions de téléphones portables rien qu'en Chine, le simple fait de débrancher ces appareils peut vraiment changer les choses ».

Elle conclut : « La protection de l'environnement est l'affaire de chacun et si nous faisons tous un petit effort, nous ferons beaucoup ». Ceci étant, elle s'abstient cependant de conseiller aux gens de crier après des inconnus.



**« Si nous n'agissons pas dès maintenant, la sécheresse menacera nos terres de culture. »**

Don Cheadle  
Acteur

Les changements climatiques sont là.  
**Vous pouvez y remédier.**  
[www.sealthedeal2009.org](http://www.sealthedeal2009.org)

**UN**issons-nous contre  
**LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**  **PNUE**

[www.unep.org/ourplanet](http://www.unep.org/ourplanet)